



Diagnostic de l'attractivité de **la Corse** dans le nouvel environnement mondial

À propos de l'OCDE

L'OCDE est une organisation intergouvernementale multidisciplinaire dont les pays membres engagent dans ses travaux un nombre croissant de pays non-membres de toutes les régions du monde. Aujourd'hui, la mission principale de l'Organisation est d'aider les gouvernements à travailler ensemble pour une économie mondiale plus forte, plus propre et plus juste. Grâce à son réseau de comités spécialisés et de groupes de travail, l'OCDE offre un cadre où les gouvernements comparent leurs expériences politiques, cherchent des réponses à des problèmes communs, identifient les bonnes pratiques et coordonnent les politiques nationales et internationales.

Pour plus d'informations : www.ocde.org.

À propos du Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes (CFE)

Nous aidons les acteurs locaux et nationaux à libérer le potentiel des entrepreneurs et des petites et moyennes entreprises (PME), promouvoir des régions et des villes inclusives et durables, stimuler la création d'emplois locaux, et mettre en œuvre de bonnes politiques du tourisme.

Plus d'information : <https://www.oecd.org/fr/cfe/>.

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions exprimées et les arguments employés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays Membres de l'OCDE.

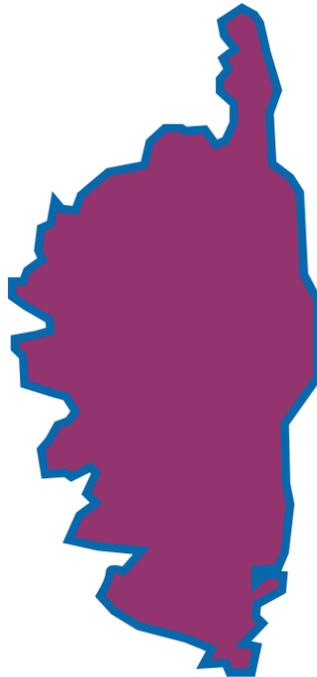
La publication de ce document a été autorisée par Lamia Kamal-Chaoui, Directrice du Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre ne préjugent en rien du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

© OECD 2024

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

Diagnostic de l'attractivité de la Corse dans le nouvel environnement mondial



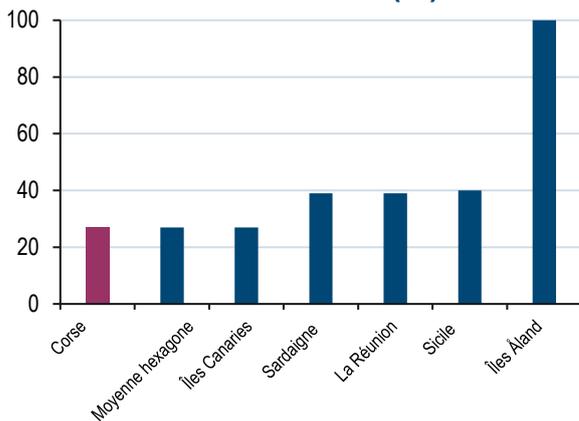
Une série de chocs récents et de profonds changements structurels remodèlent l'environnement mondial, créant à la fois des défis et des opportunités pour les régions. L'impact de la crise du COVID-19, les conséquences de la guerre de la Russie contre l'Ukraine et les mégatendances existantes (telles que le changement climatique, la mondialisation, la numérisation et les évolutions démographiques), produisent des effets asymétriques au sein des pays, et entre les pays et les régions. Leur portée et leur ampleur dépendent des caractéristiques régionales uniques, et appellent des réponses territorialisées.

Dans ce contexte, les travaux de l'OCDE qui visent à repenser les politiques d'attractivité régionale, en s'attachant pour l'instant à leurs dimensions non financières ou fiscales, constituent une activité prioritaire du Comité des politiques de développement régional (RDPC) de l'OCDE. Le diagnostic de l'attractivité de la Corse s'inscrit dans ce cadre. Il a pour objectif de contribuer aux travaux prospectifs sur la Corse en 2050 lancés par l'Assemblée de Corse, en s'appuyant sur une méthodologie quantitative et qualitative testée et validée (ayant bénéficié du soutien de l'Union Européenne), proposant notamment un comparatif international avec d'autres régions de l'OCDE et de l'UE, notamment insulaires. Cette note propose un état des lieux résumé pour comprendre la situation de l'île, ainsi que les principaux défis et opportunités pour renforcer son attractivité auprès des talents, des visiteurs, et des investisseurs (et exportateurs), de manière à assurer son développement inclusif et durable. Des considérations pour l'action publique sont proposées dans ce sens.

1. La Corse dans le monde

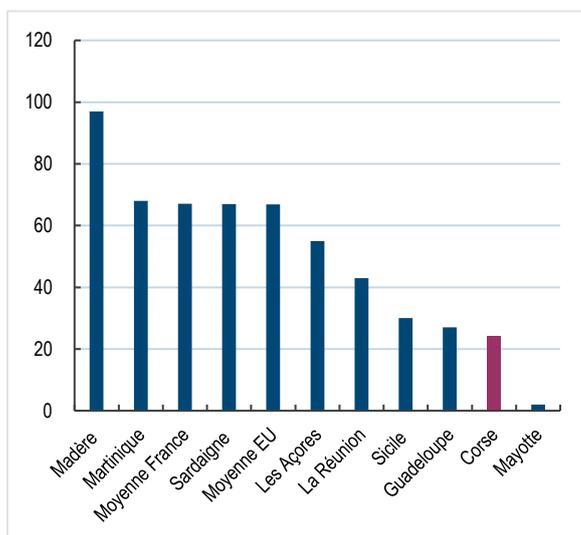
Cette section s'attache à donner un premier aperçu de la position de la Corse dans le monde. Un échantillon de régions insulaires européennes a été constitué dans le but de comparer la performance de l'île par rapport à ses paires dans des domaines clés de l'attractivité, notamment sur le plan environnemental, économique et socio-culturel. Ces comparaisons permettent de donner un premier tour d'horizon des défis et opportunités pour l'attractivité de la Corse.

Infographie 1. Part des énergies renouvelables dans la production d'électricité (%)



Source : Electricity Maps (2023)

Infographie 2. Part des déchets municipaux recyclés dans les îles de l'Union européenne (%)



Source : OCDE (2018 et 2020)

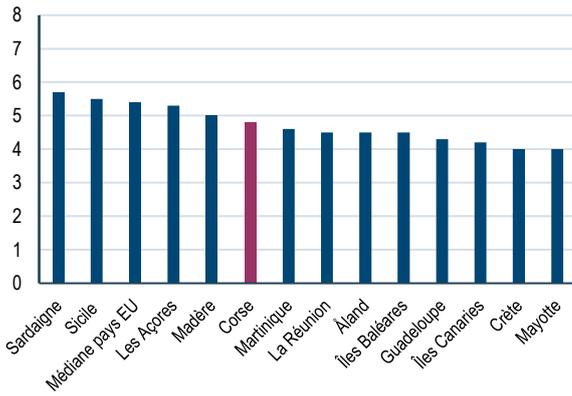
En Corse, la production locale d'énergie comprend des sources d'énergie renouvelables et non renouvelables. La part d'énergies renouvelables est inférieure à celle d'autres îles disposant de données comparables. Des centrales thermiques alimentées au fioul produisent plus d'un tiers de l'énergie. Ces capacités de production de l'île ne suffisent pas à répondre à l'ensemble de la demande énergétique, l'île importe environ 30 % de son électricité depuis l'Italie continentale et la Sardaigne, où les énergies renouvelables ne représentent qu'une partie du mix énergétique (DREAL Corse, 2022^[1]). Cette réalité offre des opportunités. La transition vers des sources d'énergie non carbonées constitue un levier d'attractivité important pour attirer des talents, des visiteurs, des entreprises et des investisseurs. De plus, la volatilité des prix des énergies fossiles plaide en faveur de cette transition, en particulier dans le contexte insulaire où la dépendance aux transports et à leurs coûts est accentuée.

La Corse accuse un retard important dans la valorisation et le traitement des déchets, avec parmi les faibles taux de recyclage des déchets municipaux des régions insulaires européennes considérées. Les contraintes logistiques et économiques liées à l'insularité et à une faible densité de population compliquent la mise en place de systèmes de recyclage efficaces, entraînant des conséquences sanitaires, environnementales et économiques délétères (décharges sauvages altérant les milieux naturels, surcoûts de gestion des déchets qui s'élève à +87% par rapport à la moyenne touristique nationale (ODEM, 2022^[2])). Les politiques de traitement ont privilégié des centres d'enfouissement qui ne suffisent plus et nécessitent l'exportation de déchets vers le continent, dans un contexte de coût élevé du transport maritime. Pour que les nouveaux centres de tri et de valorisation prévus pour 2025 puissent être utilisés au mieux, l'offre de tri – y compris en termes de maillage territorial – doit être organisée de manière efficace, et les comportements des résidents et des touristes doivent évoluer. L'île est la seule région française sans plan territorial de prévention et de gestion des déchets (le document est en cours d'approbation). La tendance est positive avec une production de déchets par habitant passée de 7% au-dessus de la moyenne des zones touristiques françaises en 2021, à 17% en-dessous en 2022, et à 18% en-dessous en 2023 (ODEM, 2022^[3]).

Ce graphique illustre le niveau de diversification économique des îles européennes en examinant la distribution de l'emploi dans dix branches économiques¹. Seules la Sardaigne et la Sicile

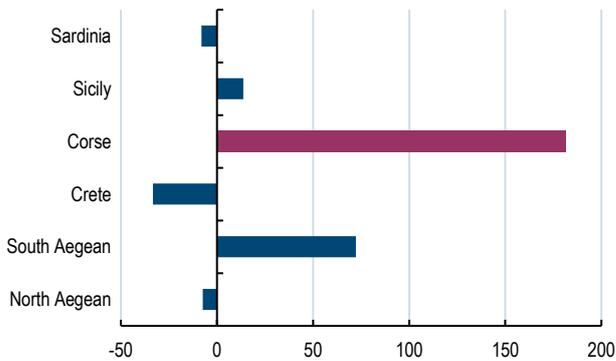
¹ 1) Agriculture, 2) industrie, 3) construction, 4) commerce de détail, réparations, transport, hébergement, activités de services alimentaires, 5) information et communication, 6) activités financières et d'assurance, 7) activités immobilières, 8) services aux entreprises, 9) administration publique et 10) autres services (OECD, 2016^[149]).

Infographie 3. Diversification économique des îles européennes



Source : OCDE (2019 – 2020)

Infographie 4. Évolution de la part d'emploi dans les industries culturelles & créatives (%)

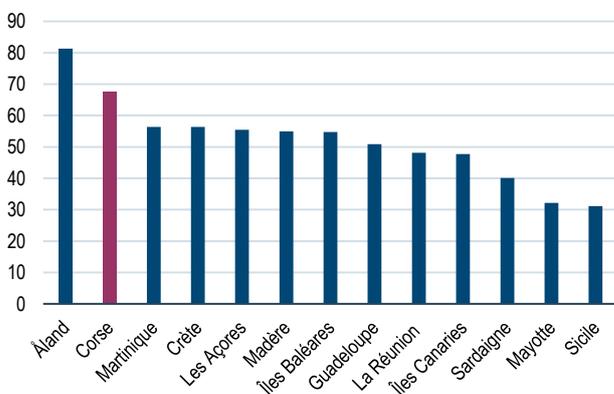


Source : Eurostat et OCDE (2016 – 2021)

dépassent la médiane européenne, ce qui illustre la traditionnelle sur-spécialisation économique des îles, souvent dans le tourisme et le secteur des services, y compris publics (Ruggieri, Platania and Zarb, 2022^[4]) (EPRS, 2016^[5]). Les activités touristiques sont un levier d'internationalisation et de développement des infrastructures (Nowak and Sahli, 2010^[6]), cependant, le secteur est particulièrement vulnérable aux chocs exogènes – comme démontré lors de la pandémie de COVID-19 - et peut entraîner des coûts économiques, sociaux et environnementaux. Une planification prenant en compte l'ensemble des risques doit permettre de bénéficier des avantages des activités touristiques durablement. Elle doit s'accompagner de stratégies de développement d'autres secteurs, pour assurer la résilience de l'économie locale.

Les industries culturelles et créatives constituent un véritable enjeu de bien-être des populations locales et de développement économique durable des territoires. Elles regroupent les métiers du cinéma, de l'audiovisuel, de la mode et de la création, de la musique et du spectacle vivant, des jeux-vidéos, de l'édition, et des arts visuels et art de vivre. En 2021, la Corse affichait la deuxième part la plus élevée d'emplois dans ces secteurs en France, avec 4,5%, juste derrière l'Île-de-France (7%). La collectivité de Corse se distingue par des dépenses culturelles/habitant plus élevées que les autres collectivités territoriales de France, qui s'expliquent en partie par un faible nombre d'habitants et des compétences culturelles plus étendues que celles des autres régions. Au niveau local, les communautés d'agglomération de Bastia et du Pays Ajaccien, où vit 60 % de la population, dépensent relativement plus pour la culture que la moyenne nationale (Ministère de la Culture, 2023^[7]). Une myriade d'initiatives culturelles locales existe, ainsi que des projets de structuration collective ancrés dans l'identité régionale, comme la candidature Bastia-Corsica en tant que capitale européenne de la culture 2028.

Infographie 5. Taux d'emploi dans les îles européennes



Source : OCDE à partir de données OCDE 2021

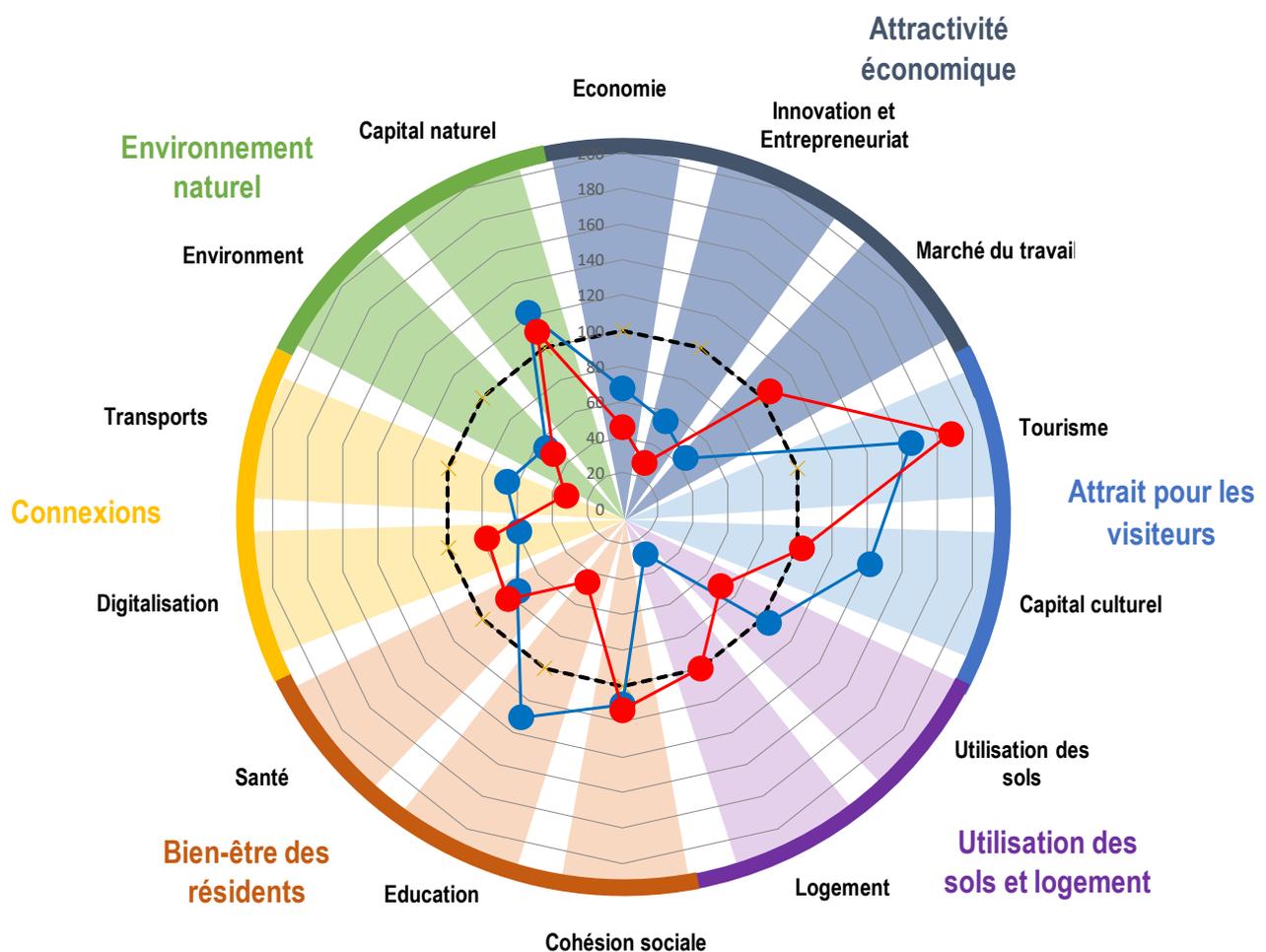
La Corse affiche le 2^{ème} taux d'emploi des îles européennes, tout en bénéficiant du 2^{ème} taux de chômage le plus bas en France (6 % en 2023), ce qui la place presque en situation de plein-emploi structurel. La dynamique économique post-Covid sur l'île participe à faire de l'île la région la plus performante de France en termes de création d'emplois. Cela entraîne des difficultés pour de nombreux employeurs à pourvoir leurs besoins en main-d'œuvre. En 2019, 56% des entreprises corses déclaraient des difficultés à recruter, contre 50% en France (CCIHC, 2020^[8]). À horizon 2030, près d'un tiers des emplois occupés en 2019 seront confrontés à des difficultés de recrutement - une proportion bien supérieure à la moyenne métropolitaine - et nécessiteront notamment l'arrivée de travailleurs venus de l'extérieur (France Stratégie, 2023^[9]). En comparaison avec le niveau national, la Corse fait face à des tensions spécifiques dans les secteurs du bâtiment et travaux publics, et dans le tourisme, en particulier chez les responsables et cadres d'hôtels, cafés et restaurants. À noter que le taux d'emploi élevé recouvre des enjeux sociaux complexes puisque l'île est aussi la plus pauvre région de l'hexagone, et affiche les inégalités de revenus parmi les plus élevées du pays.

2. Profil d'attractivité

La Corse se distingue par une association d'opportunités significatives d'attractivité, propices à un développement économique inclusif et durable, et de défis pressants. À court et moyen terme, elle est très bien positionnée pour attirer à la fois des **visiteurs**, ainsi que des **talents**, provenant principalement d'autres régions françaises mais aussi de l'international. L'île affiche également un très faible taux de départ de ses habitants (hors étudiants). Ces flux de population témoignent des atouts en termes de qualité de vie dont les résidents bénéficient, et qui participent à faire de la Corse la région de France métropolitaine au plus haut taux de croissance démographique - malgré un vieillissement marqué de la population (INSEE, 2021^[10]). Cependant, la Corse doit relever des défis majeurs pour attirer des **investissements**, français et étrangers, transformer son secteur touristique, opérer la transition d'un modèle économique fondé sur la consommation vers la production, et répondre aux pénuries de main d'œuvre de demain.

Avant d'envisager les leviers de politiques utilisés et disponibles pour répondre à ces enjeux, il est important de comprendre les forces et les faiblesses de la Corse dans son positionnement international. Pour ce faire, l'approche innovante et multidimensionnelle de l'OCDE évalue l'attractivité régionale en dépassant les seuls facteurs économiques et prend en compte plus de 50 indicateurs pour élaborer des « boussoles d'attractivité régionale », qui couvrent 14 dimensions d'attractivité, organisées en six domaines (Attractivité économique, Connexion, Attrait pour les visiteurs, Environnement naturel, Bien-être des résidents, Utilisation des terres et logement). Les indicateurs proposés sont autant un moyen d'identifier les priorités pour l'action que de comprendre les arbitrages à réaliser. Cette boussole peut être considérée comme un outil concret pour hiérarchiser, suivre, adapter et évaluer les politiques d'attractivité régionale, offrant une approche systémique plutôt que cloisonnée (OECD, 2023^[11]).

Graphique.1. Boussole d'attractivité de la Corse



Interprétation de la boussole :

- Échelle de 0 à 200 (200 représente la région avec la meilleure performance ; 100 représente la médiane).
- La médiane pour l'Union européenne et le pays est représentée par la même ligne noire en pointillés (100).
- Le score composite pour chaque dimension est représenté par un point **bleu** indiquant la performance par rapport à la médiane de l'UE et un point **rouge** par rapport à la médiane du pays.
- Pour évaluer la performance de l'île dans chaque dimension, on utilise au moins trois indicateurs différents. Par exemple, en ce qui concerne l'éducation, on synthétise les résultats de cinq indicateurs dont la proximité des écoles primaires et secondaires (en kilomètres) et la part d'étudiants internationaux parmi la population étudiante de l'enseignement supérieur.

Attractivité économique L'évolution du PIB par habitant en Corse a connu un phénomène de rattrapage marqué, puisque l'écart par rapport à la moyenne de France métropolitaine, hors Île-de-France, est passé de 18% en 1996 à 5% en 2015. En deux décennies, la Corse a ainsi réduit de 72% son retard en termes de production de richesse par rapport à la France de province (Inspection générale des finances, 2018_[12]). L'économie de l'île est d'abord marquée par le poids de la fonction publique, qui représente autour d'un emploi salarié sur cinq, et par une économie relativement peu diversifiée, à l'instar de nombreuses îles européennes (Infographie 3) (INSEE, 2022_[13]). Ses trois secteurs clés sont le tourisme, les commerces et services de proximité, et le BTP. Ils cumulent plus de 50% du PIB (dont 31% pour le tourisme), et une part substantielle de l'emploi, avec autour de 14% dans le BTP, et 10 % dans le tourisme (Chambre de Commerce et d'Industrie, 2021_[14]). Néanmoins, d'autres filières sont en croissance telles que la filière numérique ou les énergies renouvelables. En comparaison, en Sardaigne, la part de l'emploi dans le secteur public est également élevée et le reste de l'économie fortement tertiarisée : environ la moitié des employés travaillent dans le secteur des « autres services », et 34% dans le commerce et l'hôtellerie (CRENoS, 2022_[15]). Bien qu'une faible partie de la population corse considère sa localité comme propice à la création d'entreprises, l'île progresse, se rapprochant de la médiane européenne de créations d'entreprises, mais reste bien en deçà des autres régions de France métropolitaine. En termes d'innovation, la Corse présente des indicateurs nettement inférieurs aux moyennes française et UE pour les demandes de brevets par habitant, et se classe en dernière position en France pour les dépenses de R&D (OECD, 2018_[16]) (CCIHC, 2020_[8]). Néanmoins, l'île affiche un taux de chômage plus favorable que ses pairs européens et de l'OCDE, et un emploi total qui progresse à un rythme bien plus soutenu qu'au niveau national (+ 57 % contre + 19 % entre 1990 et 2019).

Attrait des visiteurs Montagne au milieu de la Méditerranée, le territoire de Corse est riche de multiples identités paysagères, qui contribuent à des niveaux élevés de tourisme. La grande popularité de l'île est reflétée par un nombre de nuitées et de lits dans les établissements touristiques par habitant largement supérieur aux moyennes françaises, européennes et de l'OCDE. Cette activité essentielle pour l'économie de la Corse, fait aussi peser le risque d'une surexploitation de ses ressources non renouvelables, et souligne le besoin de diversifier les activités touristiques, et de rééquilibrer l'économie corse au-delà de ce secteur. La candidature de Bastia-Corsica pour devenir capitale européenne de la culture 2028 – bien qu'elle n'ait pas abouti - a permis de mettre en lumière le très riche patrimoine culturel de l'île et le dynamisme de ses acteurs.

Logement et usages des sols Plus de 85 % des sols corses sont des espaces de forêt ou milieux semi-naturels, contre 30 % en France en moyenne, les territoires artificialisés occupent 3 % des sols contre 5 % à l'échelon national, et les territoires agricoles 11 % des sols, contre 51 % nationalement (Ministère de la Culture, 2022_[17]). Par ailleurs, la part des zones bâties (0,8 %), définie par la présence de bâtiments couverts, est inférieure aux médianes européennes (3,13 %) et de l'OCDE (1,92 %). Cependant, la conversion de terres en surfaces artificielles entre 2004 et 2019 en Corse est légèrement supérieure à la médiane de l'Union européenne, mais inférieure à la médiane française. Ceci indique un effet des constructions sur l'environnement et une perte de ressources en sol pour d'autres usages dont l'utilisation agricole. Les nouvelles lois encadrant l'artificialisation des sols pour le maintien de la biodiversité devraient contenir cette tendance qui pourrait cependant se prolonger du fait de l'accroissement de la population et des activités touristiques (EY, 2021_[18]). Si peu de données comparables internationalement sont disponibles concernant le logement, on observe une carence de l'offre en Corse.

Qualité de vie Comparativement aux autres régions de l'OCDE, les habitants de la Corse expriment une plus

grande satisfaction à l'égard de leur qualité de vie (Gallup, 2021^[19])². Ils se sentent plus en sécurité, et sont plus satisfaits des possibilités de nouer des liens là où ils vivent, en partie grâce à un fort sentiment d'appartenance au territoire. Cependant, l'île abrite de fortes inégalités. D'abord en termes de revenus, puisque les 10 % des habitants les plus aisés ont un niveau de vie 3,6 fois supérieurs aux 10 % les plus modestes (contre 3,4 en France métropolitaine). La part de la population vivant sous le seuil de pauvreté (19,8 %) est aussi plus élevée que les moyennes de France métropolitaine (17,63 %) et européenne (17,26 %), alors même que le coût de la vie y est aussi plus élevé (INSEE, 2023^[20]).

En termes d'éducation, l'accessibilité des écoles maternelles et d'éducation primaire est plus faible que dans la majorité des régions françaises (OECD, 2021^[21]). En 2019, l'île présentait la plus faible part d'étudiants étrangers parmi les régions de France métropolitaine (9 %), mais plus élevée qu'aux Açores et en Crète (3 %), en Sardaigne (1,6 %) et en Sicile (1,3 %).

En matière de santé, l'île comptait en 2022, 3,18 médecins pour 1000 habitants, un nombre légèrement plus faible que la moyenne de France métropolitaine (3,26) et que la médiane au niveau européen (3,90) – posant des défis de désertification médicale en zones rurales. En comparaison, les îles Baléares comptaient 5,73 médecins pour 1000 habitants, la Sardaigne 5,01, la Sicile 4,56 et les Açores 3,83. Par ailleurs, l'île ne compte que 4 maternités concentrées à Bastia, Ajaccio et Porto Vecchio, dont seules deux sont équipées d'un service de néonatalogie, et est la seule région française à ne pas disposer d'un CHU, contraignant de nombreux habitants à devoir se rendre sur le continent pour se faire soigner (Yalta Production, 2023^[22]) (CCIHC, 2020^[8]). Parallèlement, l'offre d'accueil pour personnes âgées est deux fois plus faible qu'au niveau national (Collectivité de Corse, 2021^[23]). Cependant, l'île est bien dotée en infirmiers, grâce à une densité d'infirmiers libéraux presque trois fois supérieure à la moyenne française (idem).

Connexions La Corse est confrontée à des défis structurels en matière de transport de biens et de personnes, alors même qu'il s'agit d'un levier majeur pour attirer les investisseurs et les talents (OECD, 2023^[24]). Malgré les efforts déployés, de nombreuses zones souffrent d'un manque de transports en commun efficaces et réguliers, entraînant une dépendance des habitants à l'égard de la voiture (voir plus bas). La topographie et le relief corses, ainsi que la faible densité de population, expliquent en partie les difficultés à mettre en place et exploiter un réseau de transport en commun, en particulier dans les zones enclavées. L'insularité et la faiblesse des connexions internes amplifient le besoin d'un accès à une connexion internet à très haut débit pour les particuliers et les entreprises. Actuellement une proportion plus faible des ménages y a accès en comparaison des moyennes européennes et de France métropolitaine, mais la connectivité Très Haut Débit filaire de tout le territoire prévue pour 2023, grâce à la Délégation de Service Public conclue avec SFR Collectivités, est en bonne voie avec 82% des prises installées (Corsica Fibra, 2023^[25]). Le niveau d'équipement numérique des ménages corses est supérieur à la moyenne continentale, malgré un revenu médian plus faible (Collectivité de Corse, 2021^[26]).

Par ailleurs, à l'instar des autres régions insulaires, la Corse est caractérisée par un manque de connexions directes avec d'autres territoires. Du fait de son insularité, la Corse est dépendante des connexions maritimes et aériennes pour échanger avec l'extérieur. Elle est aujourd'hui équipée de sept ports et quatre aéroports, qui en vol direct desservent un nombre croissant de villes et pays – 13 en 2023 (Cullieret, 2023^[27]). Le nombre quotidien de vols accessibles par les habitants en voiture dans un délai maximum de 90 minutes demeure bien plus faible en Corse qu'en France continentale (51 contre 349 en 2016), bien que comparable à celui d'autres îles européennes. Un défi majeur pour satisfaire les besoins des visiteurs et des entreprises est celui de la fluctuation des prix et de la fréquence des liaisons. Pour les résidents, y compris les étudiants, le principal défi est celui des prix, qui même plafonnés restent élevés.

Environnement Combinant une grande richesse environnementale qui bénéficie de nombreux dispositifs de protection et une faible densité de population, la Corse reste un territoire encore préservé où les espaces naturels occupent une place importante. La Corse affiche des parts de surfaces arborées (51 %) et protégées (48 %) dépassant les médianes de l'OCDE (35 % et 18 %) et de l'Union européenne (31 % et 26 %). L'île maintient sa biodiversité dans des milieux naturels variés : maquis, forêts, falaises, éboulis, pelouses, zones humides, rivières et mer. Plusieurs espaces naturels remarquables font ainsi l'objet de mesures réglementaires de protection spécifiques. Préserver ces actifs environnementaux est essentiel pour développer et maintenir l'attractivité future de la Corse pour tous les types de cibles, y compris la population locale (OECD, 2023^[24]).

² Le Gallup World Poll est une enquête d'opinion mondiale menée par l'institut américain Gallup, qui vise à fournir – y compris à l'échelle régionale – des données sur les opinions et les comportements des populations sur une variété de sujets, notamment la qualité de vie, le bien-être, la gouvernance, l'économie, la santé, l'éducation et d'autres domaines clés. Ces données sont utilisées par les organisations internationales, les médias et le secteur de la recherche.

3. Les politiques d'attractivité

3.1 Contexte et mégatendances

Pour réussir sa transition vers une économie bas-carbone, et résiliente face aux changements démographiques et climatiques, l'île doit dépasser les obstacles liés à la faible taille de sa population, et à la densité qui en découle : 39 habitants au km² contre 118 en France métropolitaine, et 109 dans l'Union européenne. Dans ce contexte, une stratégie de niche se révèle essentielle pour valoriser de manière durable un nombre défini de spécialités, notamment en amont des filières via les activités de recherche et développement. En outre, il y a certains avantages à être un « petit » territoire, notamment en ce qui concerne le niveau de connectivité entre les personnes. Il peut en effet être plus facile d'identifier les acteurs clés et de rentrer en contact avec eux, comme en témoigne le succès économique de l'Irlande (OECD, 2023^[24]). Par ailleurs, le fort sentiment d'identité corse et d'appartenance à une communauté, s'il est associé à une volonté forte de coopérer, peut se révéler être un atout puissant pour encourager les habitants à œuvrer ensemble en faveur du développement de leur territoire (Bourbousson, Furt and Iglesias, 2021^[28]).

La qualité du capital environnemental de l'île, son rattrapage économique – en termes de PIB, d'emplois (infographie 5), de consolidation de filières – et sa dynamique démographique sont manifestes. Cependant, ces bons résultats vont être rapidement confrontés à des changements climatiques et démographiques qui risquent d'accroître les vulnérabilités existantes, et de creuser les inégalités entre les individus, les lieux et les entreprises. Ils appellent donc des politiques spécifiques.

Changement climatique

Au-delà d'affecter directement le bien-être des populations locales, les effets du changement climatique mettent en péril les piliers de l'économie corse. En premier lieu, l'impact négatif du changement climatique sur l'attractivité touristique des territoires, notamment en Europe méridionale, est mis en lumière par de nombreuses études soulignant des baisses de fréquentations liées à des variations climatiques importantes, un déclin, de la biodiversité, un risque accru d'incendies, à la volonté de ne plus prendre l'avion, etc. (Hein, Metzger and Moreno, 2009^[29]) (Otrachshenko and Nunes, 2021^[30]). L'agriculture est également très concernée puisque la productivité et la qualité des cultures dépendent directement de la température et des précipitations. Par exemple, la sécheresse de 2017 avait entraîné d'importantes baisses de production y compris de miel, de clémentines, d'olives, de châtaignes et de vin (Cerema, 2021^[31]).

Pour que les habitants et les acteurs économiques soient en mesure de faire face à ces défis climatiques, ils doivent d'abord être en capacité de les anticiper, pour ensuite pouvoir s'adapter, se tourner si besoin vers des activités plus résilientes, et en exploiter les potentiels effets bénéfiques. Pour que des mesures d'adaptation adéquates voient le jour, il est donc crucial que les acteurs locaux disposent de données précises évaluant les impacts du changement climatique sur les différentes activités et territoires de l'île, et soient en mesure d'utiliser ces données pour l'action et sa communication.

L'exemple du projet ADAPT2CLIMA (Encadré 1) est utile. Il a permis de développer des données territorialisées sur les impacts du changement climatique sur des zones et des cultures spécifiques, et d'identifier les meilleures mesures d'adaptation. En Corse, peuvent être cités les diagnostics de durabilité que la Chambre de Commerce et d'Industrie réalise pour des entreprises touristiques, ainsi que ses ateliers de sensibilisation aux différents risques majeurs « inondation, technologique ». La création de l'école d'ingénieurs spécialisée dans l'agronomie et le changement climatique au sein de l'Université de Corse Pasquale Paoli, dans le cadre du programme d'Investissement d'Avenir UNITI, apporte une réponse aux besoins en compétences requises pour penser et mettre en œuvre localement les politiques d'adaptation.

Encadré 1. Adapter le secteur agricole aux nouvelles conditions climatiques

Un exemple d'outil d'évaluation des risques et d'aide à la décision

Le projet ADAPT2CLIMA (Adaptation de l'agriculture aux impacts du changement climatique dans les îles de la Méditerranée) 2015 – 2020 avait pour objectif d'améliorer la compréhension du changement climatique et de ses impacts sur l'agriculture dans trois îles pilotes de Méditerranée (Crète, Sicile et Chypre), afin de soutenir les agriculteurs, les décideurs politiques et d'autres parties prenantes (agronomes, industrie agroalimentaire, communauté universitaire, ONG) dans la planification de l'adaptation à court et long terme.

L'Observatoire National d'Athènes était le coordinateur du projet, et l'Institut de Recherche Agricole de Chypre, l'Institut de Biométéorologie du Conseil National de la Recherche d'Italie, l'Université Technique Nationale d'Athènes, le Département de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche Méditerranéenne de la Région de Sicile et la Région de Crète, ses partenaires. Le projet a été cofinancé à hauteur de 60 % par le programme LIFE de l'Union Européenne pour l'environnement et l'action pour le climat.

Le projet a permis de développer un outil d'aide à la décision, permettant de visualiser, à l'aide de cartes et de graphiques, les impacts prévus du changement climatique sur six cultures spécifiques, la disponibilité de l'eau et le secteur agricole en général. L'outil permet d'explorer certaines options d'adaptation et d'évaluer leur efficacité et leur rentabilité pour accroître la résilience du secteur agricole. Il a aidé à l'élaboration d'une stratégie d'adaptation de l'agriculture au changement climatique dans chaque île, et à son déploiement.

Source : <http://www.adapt2clima.eu/>

La part de la population corse satisfaite des efforts de préservation de l'environnement est bien plus faible que la moyenne des autres régions françaises, européennes et de l'OCDE (Gallup, 2021^[19]). Outre le manque de données locales nécessaires pour mettre en œuvre des politiques d'adaptation efficaces, le manque de documentation et de diffusion des bonnes pratiques insulaires contribue à l'insuffisante adaptation des îles au changement climatique (Leon et al., 2022^[32]). Pourtant, il existe en Corse une variété d'innovation tels que des systèmes d'irrigation, de récupération du Co2, etc. qui pourraient servir de modèle. La création en 2010 par l'Université de Corse du Réseau d'Excellence des Territoires Insulaires (RETI), qui permet à des universités insulaires d'échanger sur des problématiques communes à leurs territoires, peut favoriser une meilleure insertion de la Corse dans des réseaux de partage internationaux d'expériences.

Finalement, le changement climatique peut aussi représenter une opportunité d'attraction des investissements étrangers (IDE), notamment dans le secteur des énergies renouvelables. Entre 2004 et 2021, la part des IDE dans les énergies renouvelables par rapport au total des IDE liés à l'énergie est passée de moins de 10 % à environ 90 % dans les pays de l'OCDE (OECD, 2022^[33]). Les IDE représentent également 30 % de l'ensemble des investissements mondiaux dans les énergies renouvelables. Par exemple, dans le comté de Norrbotten en Suède, la plus grande installation éolienne terrestre en un seul site d'Europe, qui devrait commencer ses opérations en 2024, est détenue par des investisseurs chinois, américains et allemands (OECD, 2023^[34]).

Les changements démographiques

Dans de nombreuses régions, le déclin démographique est déjà une réalité : 35 % des européens vivent dans une région qui a connu une diminution de population entre 2011 et 2019 (OECD, 2023^[24]). Et en 2050, la population de presque toutes les régions de l'OCDE devrait diminuer. Grâce à un solde migratoire positif, la Corse est actuellement la région métropolitaine française dont la population croît le plus (INSEE, 2020^[35]). Néanmoins, en raison d'un déficit naturel croissant, l'essor démographique devrait ralentir fortement jusqu'à devenir négatif à partir de 2060 (INSEE, 2022^[36]).

Le vieillissement de la population constitue une autre tendance lourde qui marquera les prochaines décennies. La part des personnes âgées (de 65 ans ou plus) devrait augmenter dans presque toutes les régions de l'OCDE, et

concerner près de 30 % de la population des régions européennes en dehors des zones métropolitaines d'ici à 2050. En Corse, cette tendance sera très marquée. En 2070, la Corse abritera la population la plus âgée des régions métropolitaines hexagonales (36 % de 65 ans et plus), et connaîtra le plus important recul de la part des jeunes. Ces évolutions démographiques auront de vastes implications pour la politique régionale, posant notamment des défis en matière de prestation efficace de services et de main-d'œuvre disponible. Actuellement, la durée moyenne pour recruter est déjà plus longue qu'en France métropolitaine (4,1 mois contre 1,7), ce qui entraîne des surcoûts pour les entreprises (Goodwill, 2019^[37]).

Des stratégies complémentaires peuvent participer à atténuer ces tendances démographiques et leurs conséquences délétères. Retenir les jeunes Corses et soutenir leurs compétences est un autre levier pour atténuer le déclin démographique. Les jeunes des régions non-métropolitaines sont souvent contraints de les quitter pour poursuivre leurs études en raison d'une variété de facteurs (offre académique limitée, manque de diversité des filières, déficit d'opportunités professionnelles, désir de vivre une expérience culturelle et d'ouverture en dehors de leur région d'origine, etc.). C'est le cas en Corse, où ceux qui partent à l'âge de 18 ans sont trois fois plus nombreux que les entrants du même âge, affectant la part des habitants originaires de l'île dans sa population plus que celle des autres régions insulaires de l'échantillon (INSEE, 2020^[35]). Une offre diversifiée de formations, adaptée au marché du travail actuel, revêt donc une importance capitale pour retenir les jeunes de l'île, pendant leurs études et au-delà. De bonnes pratiques existent, comme l'organisme de formation AflOkkat, qui permet notamment aux jeunes d'étudier de nouveaux sujets en Corse (Encadré 2). L'Université de Corse Pasquale Paoli s'adapte également aux besoins du territoire. Par exemple, la formation « gestion des ports de plaisance et environnement », conduite en coopération entre les gestionnaires de ports insulaires, l'Office de l'Environnement de la Corse (OEC) et la Faculté des Sciences et techniques de cette Université a permis de répondre aux besoins locaux en matière de gestion de ports.

Encadré 2. Retenir les jeunes Corses par la formation et les métiers

AflOkkat

Cet organisme de formation créé en 2010, situé à Ajaccio et Bastia, vise à contribuer au développement économique et social du territoire. Il forme plus de 1600 personnes par an. Son approche repose sur des partenariats solides avec les acteurs privés du territoire, qui permettent de concevoir des formations adaptées aux besoins locaux de compétences, de bénéficier de l'expertise de professionnels qui interviennent en tant qu'enseignants, et d'offrir des opportunités de stages et d'apprentissages aux étudiants, renforçant leur immersion dans le milieu professionnel et favorisant leur employabilité. Au sein de ce groupe existent notamment deux écoles, soutenues par le fonds d'investissement Femu Qui (voir Encadré 4), qui répondent aux besoins de recrutement dans des métiers en tension du territoire :

- ❖ **ESIA, l'École Supérieure d'Informatique**, propose des parcours dans le secteur du numérique qui offre de grandes opportunités de travail en Corse, avec environ 450 postes à pourvoir à l'horizon 2030. Les filières incluent la programmation, le développement web, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, l'analyse de données, le big data, la réalité virtuelle, les objets connectés, et le design web. La Corse manque de développeurs et de personnes formées aux techniques numériques. Renforcer la formation dans ce domaine est un levier essentiel pour atteindre la masse critique de savoir-faire qui rendra l'écosystème local d'entreprises numériques plus résilient. Ce type de formation permet plus facilement aux start-ups créées en Corse d'y rester et de croître.
- ❖ **EMMA, l'école des métiers du médico-social**, propose des formations en alternance aux dernières technologies dans l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie telles que les capteurs de mouvement pour détecter les chutes ou les systèmes de géolocalisation pour faciliter les déplacements en toute sécurité et les assistants virtuels pour faciliter les communications.

En ouvrant de nouveaux débouchés sur les marchés insulaires, l'amélioration du réseau de transports internes profiterait à ces écoles qui rencontrent encore certaines difficultés à pourvoir leurs effectifs.

Source : <https://aflokkat.com/>

L'arrivée de migrants nés à l'étranger permet ainsi de compenser le déclin naturel de la population et peut contribuer à pallier le déficit de main d'œuvre auquel font face certaines professions et à ralentir le vieillissement de la population de l'île (Burzynski et al., 2018_[38]). Par conséquent, de nombreuses régions de l'OCDE mettent en place des politiques d'attractivité et d'intégration ciblées sur les talents internationaux (OECD, 2023_[24]). Bien que la Corse soit déjà relativement attractive auprès des Français, elle a plus de mal à attirer des étrangers, en particulier qualifiés (INSEE, 2020_[35]). Parmi les explications figurent le manque de postes adéquats, une ouverture internationale relativement faible - comme l'attestent certains indicateurs présentés dans ce document (IDE, volumes des exportations, part des étudiants étrangers, etc.). Le fort attachement à l'identité corse peut présenter un double effet auprès des candidats à l'installation : soit être perçu comme un risque vis-à-vis de la difficulté à s'intégrer, soit au contraire comme un facteur favorable du fait du dynamisme culturel et social des communautés locales. Les acteurs créatifs qui privilégient généralement les communautés diverses et ouvertes à l'international pourront le considérer comme un frein (Florida, 2022_[39]). Ces préoccupations en termes d'opportunités et d'obstacles peuvent également être partagées par les investisseurs extérieurs. La coopération du secteur public, en particulier au niveau local, avec les acteurs du monde économique peut être très utile à ce sujet, en participant aux stratégies d'attractivité et d'inclusion des nouveaux arrivants, notamment pour répondre à certaines pénuries de main d'œuvre, tout en veillant à ce que les populations locales en comprennent la nécessité (Tharaux, Shah and Mirel, forthcoming_[40]).

Encourager le retour de membres de la diaspora fait également partie des stratégies à considérer pour les territoires qui, comme la Corse, jouissent d'un fort sentiment d'appartenance à une communauté. Actuellement, seuls 16 % des nouveaux arrivants en Corse sont originaires de l'île, comparativement à une moyenne de 23 % dans les autres régions françaises, mettant en évidence le déficit de la région dans l'attraction des membres de sa diaspora (INSEE, 2020_[35]). Un obstacle rencontré par les membres de la diaspora est celui de l'absence d'une information rassemblant les emplois sont disponibles sur l'île. Des stratégies existent dans d'autres pays. L'île de Terre-Neuve au Canada a par exemple mis en place la campagne « Revenez à la Maison 2022 », qui vise à la fois à encourager les talents locaux vivant à l'étrier à rentrer chez eux, à rappeler aux résidents les atouts de leur territoire et à compléter les efforts en cours pour attirer et développer les activités de marketing à destination des touristes (Government of Newfoundland and Labrador, 2022_[41]). La campagne comprend une boîte à outils que les partenaires industriels peuvent mobiliser pour tirer parti de l'initiative. En Espagne, le gouvernement de Castilla-La Mancha a lancé en 2017 le programme « Retour des Talents ». Il comprend un site web de recherche d'emploi, une équipe de médiateurs pour faciliter le retour et des subventions pour les employeurs embauchant des personnes revenant dans la région ; des subventions pour le démarrage d'une activité entrepreneuriale ; et un « passeport de retour » ouvrant droit à une subvention couvrant les dépenses liées au transfert depuis l'étranger. Entre son lancement et 2020, 749 personnes ont postulé, 332 sont revenues avec un emploi et 18 avec un projet entrepreneurial (OECD, 2023_[24]) (Volvemos, 2020_[42]).

Finalement, la Corse se caractérise également par le faible taux d'activité de la population (84,7 % des 25-54 ans sont en emploi), atypique par rapport à celui des autres régions métropolitaines (90,7 % en moyenne). Comme mentionné par le schéma de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDE2I), adopté par l'Assemblée de Corse en 2016, « ces réservoirs de main d'œuvre (activité féminine, activité en fin de carrière professionnelle, territoires en retard) constituent des potentiels d'initiative et de croissance non exploités » (Inspection générale des finances, 2018_[12]).

3.2 Renforcer les leviers de l'attractivité régionale

Bien que les déterminants de l'attractivité dépendent du contexte et varient d'un pays à l'autre, l'analyse d'un large échantillon de régions a permis de révéler certains traits communs aux régions qui se sont avérées les plus attractives pour les talents, les investisseurs et les visiteurs (graphique 2). En quoi les politiques engagées pour l'attractivité de la Corse appuient-elles sur ces leviers et contribuent-elles par ailleurs à répondre à certaines difficultés constatées sur le terrain ?

Graphique.2. Les leviers de l'attractivité



Source : (OECD, 2023^[24])

Infrastructures de transport interne

L'attractivité des régions dépend à la fois de leur capacité à se connecter au reste du monde, et à proposer des réseaux de transport permettant la mobilité interne des biens et des personnes. Sur l'île, les infrastructures de transport présentent des lacunes qui entravent cette mobilité.

En particulier, le réseau ferroviaire souffre d'un manque de fréquences, de zones de desserte et de vitesse adéquates, et ce malgré une forte demande, illustrée par une augmentation du nombre de voyageurs, 2 fois plus nombreux en 2020 qu'en 2012 (Cerema, 2020^[43]). À titre d'exemple, la troisième ville de Corse, Porto-Vecchio, n'est pas desservie et les territoires isolés ne sont desservis que le long des « grandes lignes ». Par ailleurs, le réseau est en retard sur l'intégration d'autres modes de transport, notamment le vélo, dont le transport en train n'est pas proposé (ATC/ADEME, 2022^[44]), limitant ainsi les possibilités de mobilité durable pour les voyageurs et freinant l'attractivité globale du réseau.

En raison du manque d'alternative de transport, et de l'étalement urbain, les résidents, les entreprises et les visiteurs sont extrêmement dépendants de la voiture. En moyenne, pour 100 individus en âge de conduire, 82 possèdent une voiture en Corse, contre 70 en France, et, à titre d'exemple, 40 à la Réunion (AUE, 2019^[45]). Parmi les actifs, 86 % utilisent leur voiture pour aller travailler (INSEE, 2021^[46]). Cette situation engendre des effets néfastes d'ordre social, environnemental, et économique touchant tant les résidents que les entreprises et les visiteurs.

La performance du transport routier, mesurée en fonction de la proportion de la population pouvant être atteinte dans un rayon de 120 kilomètres en 1 heure 30 par voie terrestre, est faible (47%), et nettement en deçà des moyennes des régions européennes (78%) et des îles européennes (78%) (Commission européenne, 2022^[47]). Les habitants des zones enclavées ont un accès plus difficile aux commerces, aux services et à l'emploi (OECD, 2022^[48]) (Geoptis, 2023^[49]), avec des temps médians d'accès aux équipements plus élevés que la moyenne de France métropolitaine (de l'ordre de 80 mins), notamment pour les lycées et les hôpitaux (Collectivité de Corse, 2015^[50]). Cette situation pose des problèmes d'attractivité mais aussi d'équité spatiale et de bien-être, communs aux régions où les disparités territoriales, en particulier entre zones urbaines et zones rurales, sont importantes.

En outre, l'île affiche les émissions de gaz à effet de serre par habitant les plus élevées de France dans le secteur des transports, et supérieures aux médianes européennes et de l'OCDE. De plus, malgré un taux de TVA réduit, les prix des carburants en Corse demeurent plus élevés qu'en France métropolitaine (entre +5 et +15 % entre 2015 et 2020) (DREAL Corse, 2022^[1]) ce qui pénalise les ménages corses, dont 28 % se trouvent en situation de vulnérabilité énergétique liée aux déplacements (taux le plus élevé en France) (INSEE, 2015^[51]). La dépendance au transport routier pèse également sur le développement des entreprises locales. La plus grande part (41 %) des surcoûts auxquels elles font face par rapport à celles de France continentale est attribuée à des durées de transport routier plus élevées en Corse (en moyenne 2,97h contre 0,47h / semaine sur les routes) (Goodwill, 2019^[37]). La fréquentation touristique qui accentue la saturation des routes pendant la période estivale engendre des répercussions négatives qui participent à freiner l'acceptabilité du tourisme parmi la population corse (CCIHC, 2020^[8]).

De ce fait, l'extension et l'amélioration du réseau ferroviaire en Corse constituent un indéniable potentiel de développement social et économique, y compris en termes d'investissements. Contrairement aux autres régions françaises, depuis 2002, la Collectivité de Corse est propriétaire de ses infrastructures ferroviaires et dispose de la maîtrise de sa politique ferroviaire. La revitalisation du système ferroviaire corse engagée depuis a permis un doublement du trafic en quelques années, pour atteindre aujourd'hui 1,4 million de voyageurs (Collectivité de Corse, 2023^[52]). Pour renforcer sa maîtrise de l'exploitation du réseau ferroviaire et mettre en œuvre une nouvelle stratégie de développement du transport ferroviaire pour la Corse dans le cadre de la politique d'intermodalité des transports, la Collectivité de Corse a décidé de reprendre l'exploitation ferroviaire en régie à travers la création en 2023 d'un Établissement public local industriel et commercial (EPIC) (Idem). Il faudra évaluer ses réalisations dans le futur, en incluant la question du transport des déchets par voie ferrée qui fait partie des intentions mais n'a pas encore été mis en œuvre (Cour des Comptes, 2021^[53]).

Ressources naturelles et qualité de l'environnement

Énergies renouvelables

La Corse est isolée du réseau électrique de la France continentale, et assure l'essentiel de sa fourniture électrique par le biais d'importations, et d'énergie produite localement (Commission de Régulation de l'Énergie, 2021^[54]). L'autonomie énergétique de l'île est donc limitée, et les fluctuations climatiques combinées à une importante fréquentation touristique ont déjà engendré des risques de coupures de courant (DREAL Corse, 2022^[11]). En 2021, les centrales thermiques au fioul couvraient 39% des besoins en électricité, les sources d'énergies renouvelables 34%, et les liaisons électriques 26% (EDF SEI, 2022^[55]). Par conséquent, environ 80 % des émissions de gaz à effet de serre en Corse sont d'origine énergétique (Commission Européenne, 2021^[56]).

Cette situation présente des défis mais aussi des opportunités, dans la mesure où la transition vers des énergies renouvelables peut être rapidement très efficace en termes de performance environnementale et de prix. Elle touche donc directement la qualité de vie des résidents, et l'attractivité vis-à-vis des entreprises et des investisseurs – de plus en plus enclins à tenir compte de l'impact environnemental de leurs activités. En plus de réduire les émissions de gaz à effet de serre, augmenter la production locale d'énergie renouvelable améliorerait l'autonomie énergétique de l'île. Cela contribuerait à atténuer la précarité énergétique qui touche environ 15 % de la population en Corse, en réduisant les coûts liés à l'importation, et l'impact de la volatilité des prix des combustibles fossiles. Enfin, les visiteurs sont sensibles à la qualité de l'environnement et notamment à la qualité de l'air, alors même que les pics de fréquentation touristique engendrent des conflits d'usage de l'électricité (OECD, 2023^[24]).

L'île s'est démarquée dans la production d'énergies renouvelables aussi bien à l'échelle nationale qu'européenne grâce à ses ressources propres, ainsi qu'à la présence d'acteurs de la recherche, illustrée par les plateformes de transfert de technologie MYRTE et PAGLIA ORBA spécialisées dans le rayonnement solaire. Des initiatives novatrices voient également le jour dans le secteur privé, comme celle de l'entreprise Corstyrène à Aléria qui avec des stations d'hydrogène alimentées par une centrale photovoltaïque fournit de l'énergie verte à ses véhicules, et dans un second temps aux collectivités locales, aux transporteurs, et éventuellement, au secteur maritime.

Il reste encore beaucoup à faire pour étendre ces efforts. La Collectivité de Corse détient la compétence de planification et de décision sur l'utilisation des ressources énergétiques locales. La révision récente de sa programmation pluriannuelle de l'énergie prévoit qu'en 2028, 74 % de l'énergie consommée sur l'île soit issue de sources renouvelables, grâce à une augmentation de la production locale et à l'importation de biocarburants. L'objectif est d'atteindre l'autonomie énergétique à l'horizon 2050 (Assemblée de Corse, 2023^[57]) (EDF SEI, 2022^[55]).

Les mesures prévues dans le volet *Énergie et climat* du Contrat de Plan État–Collectivité de Corse (CPER) pour développer et stocker des énergies renouvelables ou décarbonées et celles du FEDER sont alignées, ce qui devrait garantir une bonne synergie des investissements (Commission Européenne, 2021^[56]) (Collectivité de Corse, 2023^[58]). La création d'un comité « Énergie de demain » associant entreprises, associations, pouvoirs publics et académiques qui figure en recommandation du Plan de redémarrage économique pour la Corse (CCIHC, 2020^[8]) pourrait faciliter le déploiement d'expérimentations, les échanges entre acteurs publics et privés, la mise en œuvre des projets et des stratégies insulaires dans ce domaine, y compris pour anticiper et résoudre les futurs défis liés aux métiers des énergies renouvelables en identifiant les besoins en amont.

La filière géothermique est encore peu exploitée en Corse, malgré ses avantages notables : elle est renouvelable, inépuisable et constante, offrant également un impact paysager minimal comparé à d'autres sources d'énergie renouvelable. Le manque d'ingénieurs spécialisés et de formations locales dédiées contribue à freiner son développement, mais de nouvelles installations voient le jour grâce au soutien de la direction régionale Corse de l'ADEME et de l'Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Énergie de la Corse qui dépend de la Collectivité de Corse, qui financent des études de faisabilité avant l'installation de géothermie de surface ou d'aérothermie, et la construction de ces installations auprès des entreprises et collectivités intéressées (ADEME, 2023^[59]).

La disponibilité de la ressource en eau

L'accès à l'eau, menacé par le changement climatique, est un facteur clé de la qualité de vie et de l'attractivité des territoires. La Corse possède la plus grande ressource en eau de toutes les îles méditerranéennes, mais des variations saisonnières et géographiques des précipitations rendent certaines zones vulnérables aux périodes de sécheresse (CESECC, 2023^[60]). Les conflits d'usage potentiels, par exemple entre les secteurs agricole et touristique, pourraient augmenter en raison d'une disponibilité de plus en plus limitée, nécessitant une gestion prudente de la ressource et des arbitrages compris par les différentes parties prenantes (DREAL, 2022^[61]). À titre d'exemple, la culture des clémentines, emblématique de l'île, pourrait rencontrer des difficultés puisqu'elle présente des besoins importants en eau après l'été, lorsque les nappes phréatiques ont déjà été fortement utilisées par d'autres cultures comme la viticulture, et par les populations.

Aux défis posés par les effets du changement climatique s'ajoute la problématique de l'état des infrastructures hydrauliques, dont les performances varient considérablement dans l'île. Un certain nombre de communes connaissent des pertes d'eau atteignant parfois plus de 50 % de la distribution totale (CESECC, 2023^[60]). Des fuites dans les réseaux couplées à des compteurs défectueux semblent expliquer l'écart significatif entre certains volumes d'eau distribués et les volumes effectivement facturés (Chambre régionale des comptes, 2023^[62]). Dans l'ensemble, les investissements pour le renouvellement et le développement de ces infrastructures demeurent insuffisants au regard des besoins (Collectivité de Corse, 2022^[63]).

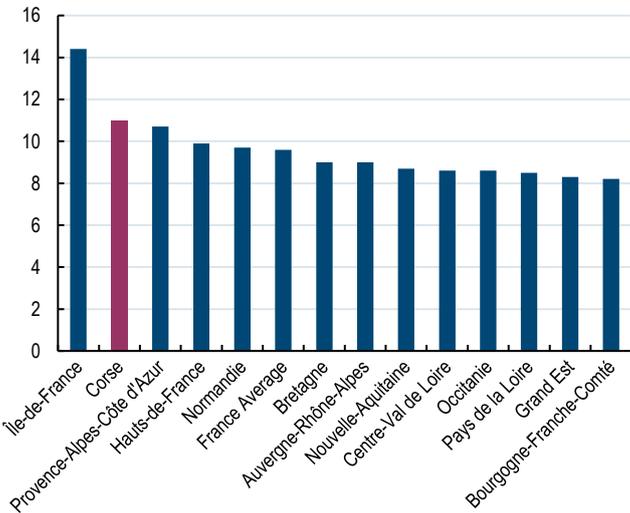
Le schéma d'aménagement hydraulique « Acqua Nostra 2050 », préparé par l'Office d'Équipement Hydraulique de Corse (OEHC) et adopté en 2020 par l'Assemblée de Corse, vise le doublement des capacités de stockage de ses ouvrages mais pour l'heure n'est que partiellement financé (Chambre régionale des comptes, 2023^[62]). En parallèle, le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 (SDAGE) du bassin de Corse définit la politique à mener pour stopper la détérioration et améliorer la qualité des cours d'eau, plans d'eau, nappes souterraines et eaux littorales. Pour atteindre ses objectifs ambitieux, le schéma inclut des mesures relevant des réglementations nationales et européennes, et des mesures complémentaires territorialisées à mettre en œuvre lorsque les mesures relevant de la réglementation s'avèrent insuffisantes. Par exemple, il préconise de mener une étude précisant les impacts biologiques des écluses sur le fleuve Prunelli, et les actions envisageables et engager, si nécessaire pour les atténuer. Cette approche territorialisée permet d'inciter les collectivités et intercommunalités à s'impliquer dans une gestion locale de l'eau efficace en concertation avec l'ensemble des parties prenantes. Le Plan de transformation et d'investissement pour la Corse (PTIC), qui a permis la signature d'un contrat de projet entre l'État, la Collectivité de Corse et l'OEHC pour améliorer la gestion de l'eau brute, pourrait apporter des réponses complémentaires.

Malgré des progrès, outre le manque d'investissements, les décisions relatives à la gestion de l'eau semblent ne pas toujours impliquer tous les secteurs utilisateurs, tels que l'agriculture (voir préparation du plan Acqua Nostra 2050), le tourisme et la construction (voir SDGAE). Une meilleure coordination entre ces acteurs est essentielle pour partager les bonnes pratiques, contribuer à un changement de comportement et de paradigme au sein de la société corse, et intégrer efficacement la gestion de l'eau dans les stratégies d'attractivité et de développement de l'île, qui dispose d'expertise technique notamment en matière d'irrigation et de choix des cultures permettant une utilisation plus efficiente de la ressource en eau.

Logements abordables

L'accès à un logement abordable conditionne le bien-être des populations locales, et donc l'attractivité des territoires auprès des talents (OECD, 2023^[24]). Par extension, puisque l'accès aux talents figure en bonne place dans les critères des investisseurs étrangers pour leur choix de localisation, offrir des logements de qualité est un levier pour attirer des investissements (OECD, 2023^[34]).

Infographie 6. Loyer pour un appartement du parc privé locatif



Source : OCDE à partir de données de l'Observatoire des Territoires 2022

En Corse, malgré une expansion du parc immobilier au cours des dernières décennies, l'accès à des logements abordables et de qualité, est une problématique majeure. Les prix des loyers et de vente sont parmi les plus élevés de France (graphique 6), alors que la région connaît le 2^{ème} plus faible revenu médian du pays. Ainsi, le loyer mensuel moyen est le 2^{ème} plus élevé de France métropolitaine (10€/m² pour une maison ; 11,36€/m² pour un appartement, pour des moyennes nationales de 8,20€, et 9,38€). Ces écarts posent un réel défi en termes d'attractivité et de maintien des talents sur le territoire, dans un contexte où les prix à la consommation sont également plus élevés que dans le reste de la France hors Île-de-France (+7%) (INSEE, 2023^[20]). Le rural n'est plus une zone refuge en matière de prix, avec en moyenne des loyers qui se situent au-dessus de la moyenne nationale. Par conséquent, de nombreux résidents de Corse déclarent ne pas avoir assez d'argent pour se loger (Gallup, 2021^[19]). Ces prix s'expliquent en partie par la forte attractivité touristique de l'île, la dynamique démographique et sa concentration dans les agglomérations urbaines. Néanmoins, le prix moyen d'un terrain constructible en Corse semble légèrement moins élevé que le prix moyen en France (152,78€/m² vs 194,61€/m²) (Solvimo, 2023^[64]), bien que ce chiffre soit à mettre en perspective avec le faible niveau de vie moyen sur l'île, et qu'il ne reflète pas nécessairement la réalité de l'accès au logement, qui dépend pour la plupart du coût des terrains situés dans les principaux bassins d'emploi et de vie.

Identifiée comme priorité (Office Foncier de Corse, 2018^[65]) la production de logements demeure insuffisante, en particulier en ce qui concerne les unités résidentielles de taille réduite, et les logements sociaux (Cerema Méditerranée, 2018^[66]). Cette situation affecte les jeunes ménages ainsi que les foyers les plus modestes et menace l'attrait de l'île auprès des talents extérieurs, dont la région va avoir de plus en plus besoin pour pallier les pénuries de main d'œuvre. Depuis 2021, le nombre de logements dont le chantier a commencé par an recule, avec une chute de 28,2 % entre 2022 et 2023 nettement plus prononcée que celle observée au niveau national (-10,5 %) (INSEE, 2023^[67]). L'évolution des normes environnementales et techniques régissant la construction ainsi que les aléas touchant l'approvisionnement et le recrutement de personnel figurent parmi les explications (au-delà des aléas économiques et conjoncturels qui affectent toutes les régions) (INSEE, 2023^[67]). De surcroît, peu des nouvelles constructions concernent les agglomérations de Bastia et Ajaccio où les besoins sont élevés, et une part est consacrée aux résidences secondaires.

La mise en location de logements vacants ou de résidences secondaires constitue une réponse complémentaire à la construction, plus en accord avec les enjeux actuels liés à la consommation du foncier et à l'artificialisation des sols. En 2017, 29 % des résidences étaient déclarées comme secondaires (soit trois fois plus que la moyenne en France de province), dont 37 % appartiennent à des résidents insulaires (INSEE, 2020^[68]). En parallèle, beaucoup de propriétés et de terrains – dans les zones rurales comme urbaines – n'ont pas de propriétaires officiels (36 % en 2011) ce qui engendre des blocages de transactions immobilières, d'identification et de partage entre les héritiers pouvant mener à des logements laissés vacants, et empêchant les communes de récupérer des maisons à l'abandon sans propriétaire identifié. Le Groupement d'Intérêt Public pour la Reconstitution des Titres de propriétés En Corse (GIRTEC), créé en 2007, a pour objectif d'aider à résoudre ce désordre foncier. Entre 2009 et 2021, 5 614 dossiers avaient été traités, avec un nombre de saisines moyen de 430 dossiers par an (Cour des Comptes, 2023^[69]). L'essor des locations de courte durée dans les zones touristiques, stimulées par la montée en puissance de l'économie des plateformes, accentue les déséquilibres sur les marchés locaux du logement (Inspection des finances, 2023^[70]). Ces locations, tout en apportant des avantages aux hôtes, aux voyageurs et à l'écosystème

touristique, réduisent la disponibilité des logements à l'année et font grimper les prix immobiliers (Commission Européenne, 2022^[71]).

De nombreuses autorités locales ont renforcé leurs réglementations pour répondre à ce problème, avec des politiques telles que l'acquisition de terrains par la commune de Moncale pour les revendre à des prix abordables (et sous condition d'usage) à des habitants, ou l'obligation pour les propriétaires de biens situés dans le centre historique de Bastia de contrebalancer les résidences secondaires en location touristique par la mise en location standard de logements de superficie équivalente. Des taxes voient le jour pour réorienter les revenus de ces activités vers l'accès des locaux à des logements abordables. À Portland, États-Unis, une taxe de 2 % qui s'applique aux hôtes utilisant les plateformes de location, et des frais de 4 \$ par nuit pour les plateformes, contribuent à hauteur de 2,5 millions de dollars au budget logement de la ville (Ville de Portland, 2018^[72]). L'État de Washington envisage de permettre aux municipalités de prélever une taxe qui financerait les coûts en capital et de fonctionnement des programmes de logement abordable. Cependant, ces politiques peuvent avoir des impacts négatifs sur les zones environnantes des zones réglementées, y entraînant par exemple une hausse de la demande pour proposer des locations de ce type et donc une hausse des prix immobiliers (Valentin, 2020^[73]).

La question immobilière est une des priorités de la Collectivité de Corse. La lutte contre la spéculation immobilière figure dans le volet « cohésion des territoires » du Contrat de Plan État – Collectivité de Corse et les actions suivantes sont notamment prévues : Réhabilitation des logements existants, afin de renforcer l'attractivité des logements sociaux ; Développement et diversification de l'offre de logements neufs, dans un souci d'équilibre social et territorial vis-à-vis du rural ; et, Engagement d'études stratégiques et poursuite du plan de gestion et de performance de l'Office Public de l'Habitat (Collectivité de Corse, 2023^[58]).

L'Université et les étudiants étrangers

Abriter une ou plusieurs universités internationales est un levier d'attractivité et de développement très important pour les régions. Tout d'abord, celles abritant de telles universités sont des pôles d'attraction pour les talents, et offrent donc aux investisseurs des garanties concernant la disponibilité d'un vivier de travailleurs qualifiés (OECD, 2023^[24]). C'est par exemple le cas des Universités de Tromsø, en Norvège, et de Luleå, en Suède, qui en attirant et formant des étudiants grâce à diverses initiatives telles que des opportunités de recherche, ou des partenariats avec l'industrie ont participé à faire de leurs régions reculées des centres d'investissements et d'innovation (OECD, 2023^[34]) ((Hintsala) Longi, Niemelä and Tervonen, 2017^[74]). Proposer des programmes éducatifs axés sur le développement durable peut aussi permettre aux régions d'attirer des investissements « verts ». L'école d'ingénieurs spécialisée dans l'agronomie et le changement climatique mentionnée plus haut est donc une bonne pratique. La présence d'étudiants étrangers a un effet auto-renforçant sur l'attractivité des territoires vis-à-vis des étudiants étrangers. Elle permet un réseau de contacts que les talents étrangers cherchant à s'installer dans la région peuvent exploiter lorsqu'ils recherchent un logement, un emploi, etc. Finalement, une part plus élevée d'étudiants étrangers peut également contribuer à une économie touristique plus forte, car ils promeuvent à l'étranger l'endroit où ils vivent, tandis que leurs amis et membres de la famille visitent souvent la ville et la région où ils étudient.

Si la Corse ne compte qu'une seule université sur son territoire, l'offre de formations y est variée et ses centres de recherche produisent des connaissances fondamentales et appliquées orientées vers les besoins des acteurs économiques du territoire et les objectifs de développement durable. Le centre de recherche STELLA MARE, par exemple, poursuit des objectifs scientifiques étroitement liés à ceux des aquaculteurs et pêcheurs insulaires. Les transferts des savoirs de l'Université vers le territoire insulaire ont notamment lieu grâce aux Chaires, telle que la Chaire pluridisciplinaire Mutations & Innovations Territoriales. L'Université de Corse présente cependant la plus faible part d'étudiants étrangers parmi les régions de France métropolitaine, alors même qu'elle est engagée dans des programmes d'échanges internationaux qui la lient à plus de 100 institutions. Les politiques visant à aider les universités à se démarquer sur un marché international concurrentiel et à augmenter la part d'étudiants étrangers peuvent s'appuyer sur des partenariats avec des universités étrangères, la participation à des réseaux universitaires internationaux, des stratégies de communication pour attirer les étudiants étrangers et des opportunités de stage dans des entreprises locales.

4. Gouvernance pluri-niveaux et mécanismes de coopération

L'attractivité d'un territoire vis-à-vis des investisseurs, des talents, et des visiteurs, et plus globalement son développement inclusif et durable, dépendent de la manière dont ses acteurs et ses institutions collaborent pour relever des défis communs, et créer des synergies tant à l'échelle locale qu'avec l'État. Dans ce contexte, il est crucial d'examiner de près les structures de gouvernance et les mécanismes de coopération existants dans les secteurs clés de Corse entre institutions publiques, entreprises privées et organisations de la société civile, et la capacité des acteurs locaux à surmonter leurs divergences et à faire émerger des projets pour leur territoire.

Situation institutionnelle de la Corse

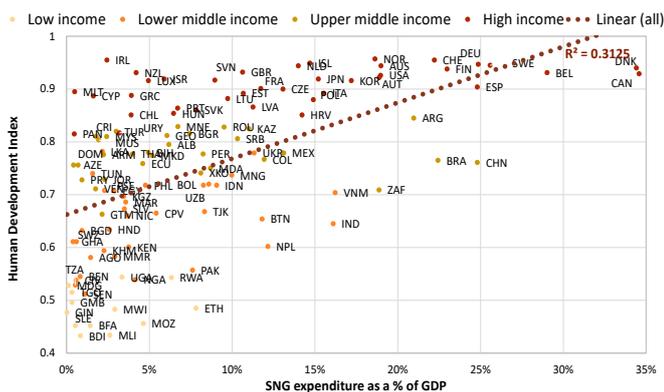
La Corse dispose d'un système de gouvernance unique au sein de la République française, avec un statut particulier qui lui confère des compétences plus étendues dans un certain nombre de domaines clés pour agir sur l'attractivité territoriale tels que le développement économique, les politiques du logement et du foncier, la protection de l'environnement, la culture, ou encore les transports. Cette spécificité a été accrue avec la mise en place de la Collectivité de Corse en 2018, collectivité territoriale unique entraînant la fusion des deux départements préexistants. La Collectivité est dotée d'un exécutif et d'une Assemblée. Depuis l'élection de 2021, le projet d'une autonomie législative et réglementaire est porté par la majorité territoriale et fait de nouveau l'objet d'un dialogue renforcé avec l'État au plus haut niveau. La Collectivité de Corse considère que cette évolution permettrait de mieux répondre aux spécificités de ses enjeux insulaires par exemple en termes d'accès à des logements abordables, de préservation de l'environnement et de transports en commun.

Différentes îles situées en Europe et relativement peu peuplées, à l'instar de la Corse, disposent de pouvoirs plus étendus (Assemblée de Corse, 2023^[75]). C'est notamment le cas dans plusieurs pays unitaires qui ont adopté des modalités de décentralisation asymétrique en allouant plus de pouvoirs à leurs régions insulaires (Allain-Dupré, Chatry and Moisis, 2020^[76]). Ainsi le Portugal a octroyé un statut d'autonomie aux archipels des Açores et de Madère, la Finlande aux îles Åland, et le Danemark aux îles Féroé et du Groenland (Mastor, 2021^[77]) (OECD, 2020^[78]). La République française permet une autonomie législative à la Nouvelle-Calédonie. Il convient de noter qu'aucune des îles et archipels cités ne dispose d'un pouvoir législatif absolu, le pouvoir législatif autonome demeurant encadré.

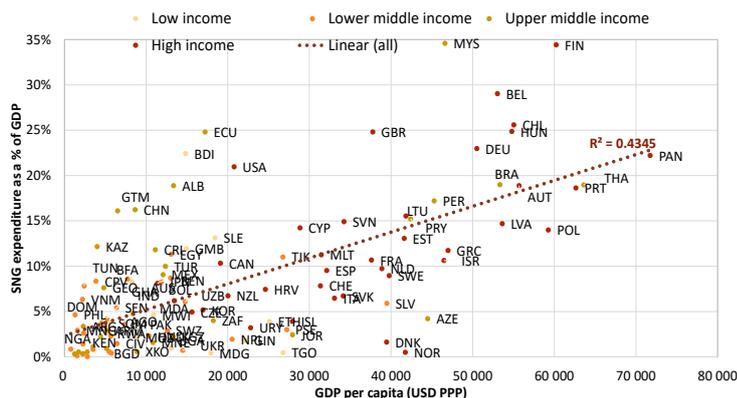
Plusieurs études décrivent les impacts positifs d'une plus grande autonomie – ici compris comme « le transfert partiel ou complet de compétences spécifiques sur le plan économique, social, culturel et environnemental » - sur certains aspects du bien-être des populations (Battestini and Faure, 2022^[79]). La décentralisation, en particulier l'autonomie fiscale, en permettant une meilleure réponse aux préférences locales, présenterait des avantages pour mieux répondre aux disparités territoriales, soutenir l'innovation des petites firmes, inciter la collaboration entre firmes et centres de recherche, fournir des réponses spécifiques aux problématiques de santé, d'éducation, d'inégalités de revenus et de genre, ou encore de qualité des institutions. Les effets ne pouvant être immédiats, les bénéfiques de l'autonomie sont progressifs (Collectivité de Corse, 2022^[80])

Les travaux de l'OCDE sur la décentralisation financière (la part des dépenses des collectivités territoriales sur l'ensemble des dépenses publiques) révèlent, à l'échelle nationale, une corrélation entre niveau de décentralisation et niveau de développement humain (Infographie 8), et entre niveau de décentralisation et PIB par habitant (Infographie 9). Néanmoins, comme l'atteste l'ensemble des travaux conduits par le Comité des Politiques de Développement Régional de l'OCDE depuis plus de 20 ans, et par son groupe d'experts sur la gouvernance pluri-niveaux, quel que soit le degré de décentralisation, le facteur déterminant est la qualité de son fonctionnement en termes de cohérence entre les différents aspects de la décentralisation (administrative, financière, politique) et entre les niveaux de gouvernement (national, régional et local) (OECD, 2019^[81]).

Infographie 7. Lien entre dépenses des collectivités territoriales et l'index de développement humain (2020)



Infographie 8. Lien entre dépenses des collectivités territoriales et PIB/habitant (2020)



Source: OECD-UCLG (2022) Synthesis Report of the World Observatory on Subnational Government Finance and Investment (SNG-WOFI) - www.sng-wofi.org

En termes de relations internationales, l'île bénéficie d'un positionnement géographique avantageux mais manque encore de visibilité et de liens, notamment économiques, avec la Toscane voisine. Elle est cependant, bien insérée dans certains réseaux de coopération tissés avec d'autres îles et régions de Méditerranée qui ont notamment conduit la Collectivité de Corse à présider de 2017 à 2021 la Commission des Iles de la Commission Inter-Méditerranéenne de la Conférence des Régions Périphériques et Maritimes (CRPM). L'île est aussi activement représentée au Parlement européen, au Comité des régions européennes et au Conseil Économique Social et Environnemental et depuis 2021 est également dotée d'un Centre d'Information *Europe Direct*, qui vise à rapprocher l'Union européenne des citoyens et à promouvoir la participation des habitants aux débats sur l'avenir de l'UE.

Les sections suivantes s'attachent à souligner quelques réussites et défis majeurs de la coopération entre les parties prenantes pour l'attractivité internationale de la Corse.

Défis communs et synergies dans le secteur touristique

Les acteurs du tourisme font face à plusieurs problématiques et opportunités qu'il convient d'appréhender collectivement.

Un premier défi concerne la durée moyenne des séjours, qui a diminué de 15 % entre 1995 et 2015 dans la plupart des pays du monde, et en Corse de 5,7 jours à 4 jours entre 2018 et 2021 (Gravari-Barbas, 2021^[82]) (ATC, 2022^[83]). Or, les vacances « éclair » (« touch-and-go ») engendrent un recours accru aux allers-retours en avion ou bateau, et donc d'avantage d'émissions de gaz à effet de serre, limitent l'exploration de la culture locale et aggravent la concentration spatiale des touristes. À l'inverse, des séjours plus longs peuvent permettre de mieux répartir les retombées économiques du tourisme dans l'île, de promouvoir des traditions et produits locaux, et d'améliorer l'acceptabilité locale vis-à-vis du tourisme. La campagne 2023 menée par Atout France et ses partenaires encourage les visiteurs à « Rêver en grand, prendre le temps » pour favoriser leur dispersion sur le territoire national, et promouvoir des modes de découverte respectueux de l'environnement (Atout France, 2023^[84]). En Indonésie, cinq destinations touristiques sélectionnées comme prioritaires par le gouvernement bénéficient d'un soutien financier pour développer des infrastructures, la formation du personnel, ainsi que des activités de promotion, afin de réduire la dépendance à l'égard du tourisme dans la province de Bali (Ghosh, 2023^[85]). L'étude conduite par l'Agence du Tourisme de Corse (ATC) sur l'accessibilité des micro-territoires, permettra d'identifier quelles sont les meilleures stratégies pour promouvoir la meilleure répartition des touristes sur le territoire insulaire.

Le tourisme en Corse est marqué par une forte saisonnalité estivale – du fait de la prégnance du tourisme littoral – et une concentration géographique des visiteurs. En s'associant, les acteurs du tourisme corse doivent pouvoir encourager la désaisonnalisation progressive de la demande, déjà en cours (ATC, 2022^[83]) (Assemblée Nationale, 2023^[86]), et améliorer la répartition des flux dans l'espace. Par exemple, une collaboration étroite entre les fournisseurs des différents services touristiques - hôteliers, de restauration, de transport, etc. - peut contribuer à

étendre la saison touristique, à proposer des offres tarifaires groupées, par exemple entre territoires du littoral et de montagne, et faciliter l'accès en ligne à la variété des options comme l'a fait la Sicile sur une plateforme traduite en quatre langues (OECD, 2023^[87]). Les événements culturels et sportifs sont d'importants leviers pour une répartition spatiale et saisonnière des visiteurs plus équilibrée (Encadré 3). La plateforme « Alentour » de la Banque des Territoires lancée en 2021 constitue un effort de mise en réseau des offres touristiques locales. Elle recense et diffuse les activités de loisirs – culturelles, sportives, etc. – propices à la découverte de nouveaux territoires, notamment hors saison. L'ATC fait aussi le choix d'une communication adaptée à cette ambition en privilégiant la diffusion des informations sur des sites peu fréquentés (et moins sur Scandola ou le GR20 par exemple). Cependant, certains acteurs du secteur touristique se plaignent de l'absence de consultation préalable à ce sujet.

Encadré.3. Mieux répartir les touristes dans le temps et l'espace : la culture et le sport

Les richesses culturelles et patrimoniales constituent un véritable enjeu de développement économique durable des territoires, et de bien-être des populations locales. Elles contribuent à un tourisme plus inclusif et durable, en améliorant l'attractivité de l'île hors saison, et de lieux moins connus, dans un contexte où le changement climatique risque de diminuer l'attrait du tourisme balnéaire en été.

La myriade d'initiatives culturelles locales qui existent sur l'île, certains projets collectifs telle que la candidature Bastia-Corsica pour devenir capitale européenne de la culture 2028, et la relativement forte part de l'emploi dans les industries culturelles et créatives (voir graphique 4), témoignent de la vitalité du secteur et sa structuration progressive. Les opportunités qu'elles représentent sont de plus en plus reconnues, et font l'objet de volets spécifiques dans plusieurs programmes de développement (CPER 2021-2027, Plan d'aménagement et de développement durable de Corse (PADDuC), FEDER). Le projet de Living Lab de l'ATC vise à intégrer les acteurs du tourisme local, dont les startups, pour faire émerger une nouvelle offre touristique culturelle et durable. Financé par le Programme d'Investissement d'Avenir UNITI 2022 de l'Université, il repose sur un comité d'orientation stratégique, composé de partenaires locaux et internationaux (institutionnels, académiques, scientifiques et socio-économiques). Le festival de la création, de la mode et du design « Creazione », initié par les offices de tourisme de Bastia, Porto-Vecchio, l'Île-Rousse et Calvi est un autre exemple de coopération réussie ; ainsi que la nouvelle biennale internationale d'art contemporain à Bonifacio. Cependant, le tourisme culturel requiert une gestion efficace du déplacement des visiteurs au sein de l'île, ce qui pose un défi en raison de l'état actuel du réseau de transport public.

Outre les sentiers pédestres, déjà bien connus en Corse (GR20, Mare e Monti, etc.), le cyclotourisme, en plein essor, est un autre levier intéressant pour mieux répartir les touristes dans le temps et l'espace grâce à une collaboration des acteurs. L'itinéraire de vélo *A Traversata Maio*, porté par l'ATC et lancé en 2019 propose ainsi 12 étapes entre le nord et le sud de l'île. Cet itinéraire gagne progressivement en notoriété. Son enregistrement sur le site de l'association nationale France Vélo tourisme, qui met en avant des itinéraires et des séjours, notamment en dehors de la haute saison, pourrait être envisagée.

Source : (Collectivité de Corse, 2023^[58]; Collectivité de Corse, 2015^[88]) ; (Bourbousson, Furt and Iglesias, 2021^[28])

De plus, les activités touristiques contribuent fortement au réchauffement climatique alors même que la qualité de l'environnement naturel est un puissant levier d'attractivité des visiteurs. Le secteur est à l'origine de 11% des émissions GES de la France (ADEME, 2021^[89]) et d'un usage intensif de ressources naturelles telles que l'eau. Revoir collectivement les pratiques touristiques est par conséquent un impératif pour garantir la pérennité du secteur. Les offices régionaux du tourisme jouent en ce sens un rôle majeur. Par exemple, dans le comté suédois de Dalarna, *Visit Dalarna* a élaboré une nouvelle stratégie pour 2030 qui met l'accent sur la durabilité. Fondée sur la méthodologie du *Global Sustainable Tourism Council*, une équipe qualifiée effectue des analyses de durabilité gratuites de chaque destination (municipalité) et des entreprises touristiques afin de leur fournir des recommandations concrètes pour améliorer leurs performances environnementales (OECD, 2023^[90]). En Australie, un programme de coordination intermunicipale pour le tourisme durable, *Managing Local Tourism Master Class*, a donné lieu à une réorientation de la gestion de l'activité touristique d'une logique purement marketing, relevant du secteur privé, à une réflexion sur le rôle du secteur public en tant que gestionnaire durable de l'activité touristique. Fait important pour la Corse, cette initiative a encouragé les collectivités locales, qui se concentrent sur d'autres

politiques (par exemple, la gestion des déchets), à prendre en considération l'interconnexion du tourisme et d'autres activités, et à développer des solutions en conséquence (Dredge, Ford and Whitford, 2011^[91]). En Slovénie, où le tourisme a connu une croissance constante au cours de la dernière décennie, le programme de certification *Green Scheme of Slovenian Tourism (GSST)*, développé au niveau national, contribue à promouvoir la Slovénie en tant que destination engagée dans le tourisme vert et durable. Pour obtenir la certification les acteurs du tourisme doivent respecter des normes nationales et internationales strictes en matière de tourisme responsable. Un nombre croissant d'acteurs sont labellisés (OECD, 2022^[92]). La stratégie touristique 2022-28 vise une augmentation modérée du nombre de touristes accueillis, et à équilibrer les besoins des touristes avec ceux de la population locale.

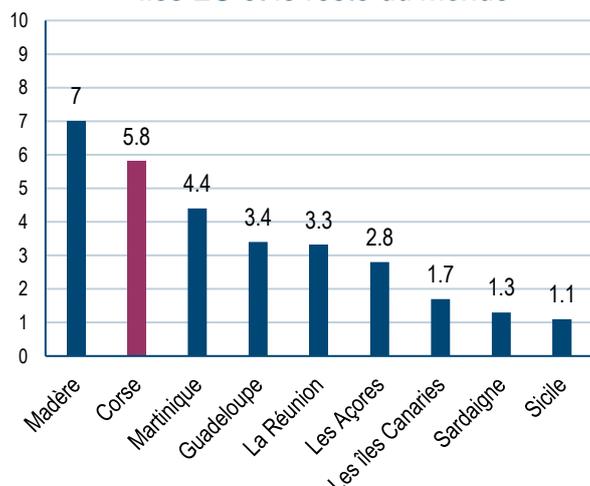
Enfin, renforcer la collaboration entre les acteurs du secteur peut faciliter l'acceptation du tourisme par la population locale. Un vrai besoin de repenser la mesure du « succès » des destinations se fait sentir, dans un contexte où les phénomènes touristiques dépassent pour certains Corses les limites de l'acceptable. Il convient de s'accorder sur de nouveaux objectifs et indicateurs de succès afin de dépasser l'objectif d'accueillir « plus », en nombre de visiteurs, et tenir compte des enjeux environnementaux et sociaux pour que ce secteur évolue. De nombreuses îles connaissent des tensions similaires. Dans les îles Baléares par exemple, le tourisme de croisière a connu une forte croissance. Pour lutter contre les effets négatifs induits tels que les dommages à l'écosystème, le mécontentement des résidents locaux, et la dégradation de l'expérience touristique, le gouvernement régional a signé un accord de cinq ans avec l'Association internationale des compagnies de croisière (CLIA), approuvé par les autorités nationales, limitant le nombre de navires de croisière accostant au port de Palma de Majorque, initiative unique en Espagne (OECD, 2023^[93]).

La sécurisation « hors saison » des emplois touristiques, est un élément clé tant pour les salariés eux-mêmes que pour leurs employeurs comme l'ambitionne l'expérimentation d'un « CDI Saisonnier » conduite prochainement en Corse dans le cadre d'un partenariat entre la DREETS, l'Agence du tourisme de la Corse, l'UMIH, la fédération des activités de pleine nature, et Strada Corsa. Communiquer sur les résultats obtenus grâce aux activités touristiques permet aussi d'améliorer sa perception par les habitants. C'est dans cette approche que s'inscrit le travail d'évaluation des flux entamé par l'Office de l'Environnement de la Corse en 2019 sur certains sites pilotes afin d'évaluer leur capacité d'accueil (Collectivité de Corse, 2022^[94]).

Le potentiel d'une production locale - notamment alimentaire – qui s'appuie sur des réseaux locaux

Infographie 7. Transport maritime de marchandises

(ratio déchargement/chargement) entre les îles EU et le reste du monde



Source : OCDE à partir de données Eurostat 2021
Unité de mesure : Millier de tonnes

De nombreuses îles présentent une balance commerciale négative, notamment en raison de leur petite taille, de ressources naturelles limitées, et d'une spécialisation prédominante dans le secteur du tourisme impliquant une moindre production de biens. Comme l'indique le graphique 10, en 2021, aucune des îles considérées ne présentait un solde commercial maritime positif (calculé à partir du nombre de tonnes de marchandises chargées et déchargées). En particulier, la quantité de marchandises débarquées en Corse en provenance du reste du monde (y compris de France continentale) par voie maritime était 5,8 fois plus importante que celle embarquée depuis l'île. Les données de l'administration douanière, qui mesurent la valeur monétaire des marchandises, confirment le niveau limité des sorties de marchandises par rapport aux entrées sur le territoire corse. En 2021, la valeur des importations provenant de l'étranger – et donc sans les échanges avec la France continentale – était 8,4 fois plus élevée que celle des exportations, une tendance qui perdure (Direction générale des Douanes, 2023^[95]). Ces

données dessinent une économie insulaire plus tournée vers la consommation que la production, posant ainsi des défis particuliers pour le développement résilient de l'île, notamment en ce qui concerne l'accès à des produits agroalimentaires (CCIHC, 2020^[8]). Cependant, certaines îles parviennent à maintenir une balance commerciale plus favorable en adoptant des stratégies de diversification économique, en favorisant les exportations et en améliorant

leur compétitivité. Comme évoqué plus bas, en Corse, certaines filières de production, notamment dans l'agroalimentaire, connaissent une dynamique florissante et parviennent à exporter vers la France continentale, et dans une moindre mesure vers l'étranger. Ces succès montrent la voie pour équilibrer partiellement la balance commerciale de l'île et renforcent sa résilience économique.

Cette dépendance aux importations pour satisfaire les besoins de leur population expose les îles à des prix plus élevés et les rend vulnérables aux chocs externes (INSEE, 2023^[20]) (EPRS, 2016^[5]). En Corse, elle participe à créer des prix de 7 % plus élevés qu'en France de province, avec un surcoût encore plus important pour les produits alimentaires (+14%, avec des écarts de +10 % à +12 % pour des consommations essentielles telles que viandes, laitages, fruits et légumes) (INSEE, 2023^[20]). Par rapport à 2015, l'écart de prix a doublé (Collectivité de Corse, 2022^[96]), en dépit d'un taux de TVA très significativement réduit dont bénéficie la Corse sur les produits destinés à l'alimentation humaine (Autorité de la Concurrence, 2020^[97]). Cette situation est très préoccupante en termes de bien-être compte tenu du fait que la Corse est la région la plus pauvre de France métropolitaine, avec 18,5 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté (ADEC, 2020^[98]). Plusieurs raisons expliquent la disparité des prix, notamment le fait que le recours au transport maritime et aérien, plus onéreux que le transport routier et ferroviaire, soit obligé. De plus, l'absence d'entrepôts de stockage limite les achats en gros des magasins corses, les privant ainsi des réductions liées aux achats en grande quantité. De surcroît, la forte demande estivale a engendré une surcapacité de certains magasins, tant en termes d'espace que de personnel, ce qui entraîne des coûts supplémentaires, notamment en immobilier et en main-d'œuvre, pendant la basse saison. Par ailleurs, certains bassins de vie sont marqués par un degré de concentration des acteurs du secteur, ce qui peut contribuer à la cherté des produits (Autorité de la Concurrence, 2020^[97]).

Parmi les solutions figure la relocalisation d'une partie de la production agricole, afin de réduire les entrées de marchandises alimentaires et donc le nombre d'intermédiaires et les coûts. Elle constitue un défi à relever de manière coordonnée. Dans un contexte où de nombreux territoires du bassin méditerranéen seront affectés par d'importantes sécheresses, la richesse en ressources hydrauliques dont bénéficie la Corse pourraient être mieux exploitées et constituer un atout essentiel permettant à l'île de développer son agriculture.

L'objectif de la Collectivité de Corse de doubler la production agricole et sylvicole à trente ans, en corrigeant les évolutions observées de l'occupation des sols - artificialisation, pression foncière et sous-mobilisation – va dans ce sens (Collectivité de Corse, 2015^[88]). Entre 2020 et 2021, la production végétale en valeur avait progressé de 5 % sur l'île, mais avait reculé en volume (et donc a pu contribuer à des prix élevés) (ODARC, 2022^[99]). Néanmoins, entre 2010 et 2020, les installations de nouveaux agriculteurs ont augmenté de façon encourageante (+4,7 %) alors qu'elles baissaient dans toutes les autres régions du territoire métropolitain (Chambre régionale d'Agriculture de Corse, 2021^[100]). La problématique de l'accès au foncier est un frein à l'installation des jeunes agriculteurs, malgré des outils importants mis en place ou accompagnés par l'ODARC depuis de nombreuses années, tels que les Associations foncières (ODARC, 2022^[101]). La remise en culture de certaines terres sera nécessaire pour renforcer la production locale et satisfaire une part croissante des besoins alimentaires de l'île (voire renforcer les exportations).

Depuis 2015, la structuration des filières agricoles corses est accompagnée par un plan de soutien régional 2015 – 2025 porté conjointement par l'État et l'ODARC. Parmi les objectifs stratégiques figure la souveraineté alimentaire (ce qui correspond aussi à l'objectif de réduire l'impact climatique de la consommation), avec un accroissement de la production et une amélioration des performances techniques. Le diagnostic territorial mené en 2017, pour servir de base à un futur projet alimentaire territorial, met en évidence de nombreuses opportunités de coopération pouvant renforcer la production alimentaire sur l'île (DRAAF, 2017^[102]).

Par ailleurs, des projets de circuits courts collectifs peuvent être utilisés de manière créative pour renforcer la collaboration entre les producteurs locaux et les associations luttant contre la précarité alimentaire, importante en Corse. Par exemple, les jardins de la Montagne Verte à Strasbourg, structure issue d'une collaboration entre la Ville de Strasbourg, des associations locales et des producteurs agricoles, propose des produits alimentaires à prix réduits pour les familles à faible revenu. De plus, une production locale permet aux associations d'organiser des collectes directes auprès des producteurs pour récupérer des produits invendus ou excédentaires. La *Tablee des Chefs* travaille en France et au Canada avec des chefs et des producteurs locaux pour transformer les excédents de nourriture en repas distribués à des personnes vulnérables. Le renforcement d'une production agricole locale peut également avoir des retombées positives associées au tourisme. Il faut aujourd'hui créer de la transversalité, en renforçant notamment la dimension gastronomique de la Corse ou en mettant en avant l'attrait de ses paysages agricoles qui peuvent s'apprécier en toutes saisons.

Les investissements financiers de l'extérieur

La Corse a reçu extrêmement peu d'investissements directs étrangers (IDE) ces dernières années. Ce manque d'attractivité économique est commun aux territoires périphériques et insulaires (France Stratégie, 2022^[103]). Les travaux de l'OCDE soulignent des effets d'agglomération qui conduisent les IDE à être fortement concentrés dans quelques pôles. Les 10% des régions ayant attiré le plus de nouveaux IDE (« greenfield ») entre 2003 et 2021, ont en moyenne attiré 700 fois plus d'investissement que les 10% des régions les moins performantes, dont la Corse (OECD, 2022^[104]).

Outre les obstacles liés à l'accessibilité, l'image de la Corse a pu être affectée à la fois par un contexte politique tendu (MSC-ECOPA-DMI, 2006^[105]). L'île souffre aussi de sa faible visibilité auprès des investisseurs étrangers. La réussite du développement économique de la Corse est ainsi conditionnée à une plus grande ouverture, maîtrisée, de son territoire et par sa promotion. Partant de ce constat, l'Agence de développement économique de la Corse (ADEC), a mis en place un comité stratégique pour le développement de l'internationalisation économique du territoire (CODITE), réunit très régulièrement les acteurs de l'attractivité et élabore un plan à ce sujet. Parmi les membres des commissions exports et attractivité figurent par exemple la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Corse, l'Office des Transports de Corse, l'Office Foncier de Corse, l'Université de Corse et sa Fondation, l'ATC, un incubateur de start-ups (Inizià). La diversité des secteurs représentés illustre la bonne prise en compte des différentes composantes de l'attractivité (OECD, 2023^[24]).

L'île ne dispose pas encore de marque territoriale à destination des investisseurs extérieurs qui permettrait aux acteurs économiques de l'île d'identifier l'ensemble des atouts du territoire à valoriser, et de s'engager autour d'un projet fédérateur. Parmi ces atouts figure la zone de développement prioritaire couvrant l'ensemble du territoire, instaurée en 2019, qui permet aux PME créées en Corse et qui exercent une activité industrielle, commerciale ou artisanale, de bénéficier d'exonérations spécifiques. La région La Réunion par exemple a prévu des actions de marketing et communication sur les dispositifs d'accompagnement des entreprises françaises et internationales par les services douaniers français, illustrant le fait que les régions insulaires disposent d'une multitude d'atouts à valoriser pour attirer les investisseurs (OCDE, 2022^[106]).

Dans le contexte actuel où l'île attire peu d'investissements extérieurs, des dispositifs de mobilisation de l'épargne des habitants sont très utiles pour financer les entreprises corses et permettre le développement économique de l'île. Le fonds d'investissement Femu Qui est pionnier en la matière (Encadré 4). En palliant le manque d'apport financier qui affectait autrefois les Corses souhaitant créer une entreprise sur l'île, ce type d'initiatives permet de capitaliser sur le patrimoine naturel, la qualité de vie et le solide capital social qui incitent les locaux à rester. Elles s'inscrivent bien dans les objectifs du PADDUC de mettre les ressources identitaires au service du projet de développement, et d'encourager l'initiative privée pour développer l'emploi (Collectivité de Corse, 2015^[88]).

Encadré 4. Femu Qui

L'entreprise régionale, créée en 1992, est le premier fonds d'investissement corse. Son ambition est de favoriser le développement économique, la valorisation des ressources et savoir-faire locaux et la création d'emplois dans l'île, en soutenant des PME dans leur phase d'amorçage, de création, de développement ou de transmission, par des interventions en fonds propres, issus des investissements de ses 5 000 souscripteurs.

En accompagnant près d'une centaine d'entreprises corses, Femu Qui a déjà permis de créer près de mille emplois, et d'en consolider 1700. Le financement de la brasserie Pietra fait partie des succès emblématiques du fonds. Depuis 2015, l'entreprise connaît une forte croissance grâce à la création d'une société de gestion, la première en Corse, qui s'appelle Femu Qui Ventures. À côté du financement de l'économie traditionnelle, Femu Qui investit aujourd'hui dans le financement de start-up du numérique, et de la formation dans ce domaine (Encadré 2).

Note : Femu Qui se traduit par « Nous faisons ici »

Les exportations comme levier de développement local

Le marché intérieur de la Corse est très étroit. Sa taille potentielle de marché exprimée en nombre d'habitants est bien plus faible que la moyenne des régions européennes, et plus faible que celle des îles européennes non-françaises (Commission européenne, 2022^[47]). Par conséquent, **la croissance du secteur privé non-touristique dans ces régions passe par l'expansion des exportations**, permettant ainsi aux producteurs locaux d'élargir leur marché et de bénéficier d'économies d'échelle (EPRS, 2016^[5]). Toutefois, les entreprises corses exportent peu vers les pays tiers, et la France continentale représente d'ores et déjà un marché d'importance pour les entreprises insulaires bien que ce type « d'exportations domestiques » ne soit pas valorisé en tant que tel par les données économiques et financières disponibles. La Corse n'est pas seule dans ce cas et l'insularité affecte de manière générale la performance à l'exportation des régions (MSC-ECOPA-DMI, 2006^[105]). Outre le surcoût significatif du transport des marchandises, les difficultés induites par l'insularité à échanger des informations de manière formelle et informelle, la faible densité de population et la composition du tissu économique corse, dominé par de très petites entreprises, et peu de grandes firmes autour desquelles s'agréger, semblent constituer des freins à l'export.

Des mécanismes de coopération contribuent à donner aux entreprises corses des outils pour dépasser certains de ces freins. La « Team France Export », créée en 2019 et regroupant la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse, l'Agence de Développement Économique de la Corse (ADEC), Business France et BPI France, a par exemple collecté les besoins des entreprises pour réaliser leur « Diagnostic Export » et les aider à développer leur stratégie à ce sujet. Parmi les outils d'accompagnement figurent des webinaires de présentation des marchés porteurs tel que « le marché du vin aux USA », ou « le marché du vin au Japon, Corée, Taiwan ». Le nombre d'entreprises participantes est pour l'instant faible mais encourageant. En 2020, 395 entreprises ont vu leur accompagnement lancé dans le cadre de ce dispositif (première prise de contact et d'un rendez-vous de découvertes). En parallèle, sur la même période, 82 entreprises ont pu bénéficier d'un accompagnement financier direct de l'ADEC. Un dispositif d'aides directes ("Pattu Impresamundu") permet à l'ADEC d'accompagner l'internationalisation des entreprises corses, notamment dans leurs efforts de prospection de nouveaux marchés à l'étranger. Parmi les actions pouvant être financées figurent la participation à des salons internationaux ou en France, et l'embauche d'un stagiaire pour réaliser une mission liée à l'internationalisation de l'entreprise. Pour en bénéficier les projets doivent notamment être jugés comme étant en adéquation avec les objectifs essentiels visés par le PADDUC et /ou le SRDEII (Collectivité de Corse, 2021^[107]), ce qui permet d'assurer un développement cohérent et durable. Pour pallier le manque de visibilité de ces aides, un guide développé en 2021 réunit, sur un seul support, l'ensemble des dispositifs actuellement disponibles (Idem).

Si les exportations corses accusent un retard marqué, des succès montrent qu'il est tout à fait possible de développer une activité exportatrice sur l'île, grâce à des structures de gouvernance adaptées. Les secteurs agricoles et agro-alimentaires, premiers exportateurs de l'île, ont su valoriser des savoir-faire et des produits à forte typicité en nouant des partenariats fructueux entre acteurs de la filière, avec des centres de recherche et en obtenant des signes de qualité et d'origine distinctifs (ODARC, 2013^[108]). En effet, la Corse est l'une des régions françaises qui a obtenu le plus grand nombre de signes officiels de qualité, avec une exploitation sur trois sous signe de qualité (label, IGP, ...) et plusieurs démarches de certification en cours (Chambre régionale d'Agriculture de Corse, 2021^[100]). La viticulture, qui exporte hors de l'île autour de 65 % de sa production, fut le premier secteur à obtenir des Appellations d'Origine Protégée (AOP), grâce à une coopération entre acteurs du secteur pour mettre en avant la spécificité des cépages et des terroirs locaux et obtenir l'écoute des pouvoirs publics (Inspection générale des finances, 2018^[12]) (ODARC, 2021^[109]). Les AOP ont permis de revaloriser les prix du vin, leur qualité, de développer la notoriété et de commencer à exporter. L'agrumiculture est un autre exemple de succès en termes d'exports. La Clémentine de Corse se distingue par un Label Rouge et une Indication géographique protégée (IGP), obtenue grâce à la création de l'Association pour la Promotion et la Défense de la Clémentine de Corse, chargée de porter le dossier IGP, et qui couvre aujourd'hui plus de 80% de la production. La filière du pomelo corse est en pleine expansion, avec une part croissante de la production en IGP (79 % des volumes en 2021), et une production à 97% vendue hors de Corse (ODARC, 2022^[99]). Fait notable, la collaboration des acteurs a permis la construction d'usines de valorisation des fruits non conformes à la commercialisation. Auparavant transportés en partie sur le continent pour être traités, ces volumes seront bientôt transformés sur place en produits à forte valeur ajoutée tels jus, confitures ou fruits congelés à destination de la restauration. La réussite de ces secteurs illustre comment le regroupement d'entreprises d'une même filière est un facteur crucial de l'amélioration de la compétitivité des entreprises qui s'y sont engagées. Il permet d'optimiser les coûts de production et de gestion, de bénéficier de

synergies diverses y compris en termes de communication, d'améliorer les coûts de transport et de logistique, ou encore de bénéficier d'aides publiques et des efforts de recherche et développement de centres tels que l'INRAE.

L'espace de coworking Campus Plex, situé à Ajaccio, est né d'une volonté similaire de réunir en un même lieu les entreprises corses du numérique pour qu'elles puissent atteindre la masse critique nécessaire pour travailler sur des projets communs en unissant leurs forces, partager des ressources, viser l'exportation, et accéder à des financements tout en restant localisées en Corse.

Le succès de la brasserie corse Pietra en termes d'exportation, peut être considéré comme un exemple concret de la manière dont une entreprise peut prospérer en capitalisant sur son savoir-faire et son identité régionale. La brasserie s'est distinguée en proposant un produit innovant qui intègre un ingrédient marqueur de l'identité locale : de la bière à la farine de châtaigne, et en sollicitant d'importants financements publics et privés (Encadré 4). Ce choix stratégique a permis à Pietra de créer une identité de marque distinctive et d'augmenter largement ses volumes vendus à l'extérieur. Alors qu'en 2000 l'entreprise vendait 75% du volume de bière en Corse, les ventes vers le continent représentent aujourd'hui plus de 50%. L'entreprise se diversifie à présent par le rachat d'entreprises anciennes comme la distillerie L.N. Mattei et par une stratégie d'innovation très active.

La gouvernance des plans d'investissement en Corse

Orienter les investissements publics destinés à la Corse vers des objectifs prioritaires de développement territorial, recueillant un consensus politique à l'échelle locale, régionale et nationale, doit permettre d'assurer un développement territorial plus équilibré et une utilisation plus efficace des ressources financières. Cependant, les deux plans d'investissements exceptionnels déployés en Corse, soumis à des modes de gouvernance différents, n'ont pour l'instant que partiellement produit les résultats escomptés.

Le Plan Exceptionnel d'Investissement (PEI) a émergé avec l'objectif de mettre fin au sous-développement économique, social et infrastructurel de la Corse au début des années 2000. Il était géré conjointement par l'État et la Collectivité de Corse au sein d'un comité régional de programmation des aides (Corepa). Si la qualité de cette gouvernance est saluée par la Cour des Comptes, son efficacité est sujette à débat (Cour des Comptes, 2023^[69]) (Première ministre, 2023^[110]) (Président du Conseil Exécutif de Corse, 2023^[111]). La Cour des Comptes a souligné en effet des difficultés à parvenir à un consensus, entraînant le financement de projets moins stratégiques au détriment des plus ambitieux, notamment dans le domaine de l'environnement. Les différents acteurs s'accordent pour souligner que l'absence d'un cadre préalable précis, et d'objectifs clairs définis en amont, rendent toute évaluation rigoureuse difficile.

Avec l'objectif de réaliser des investissements structurants, le gouvernement français a opté pour une gouvernance nationale du Plan de Transformation et d'Investissement pour la Corse (PTIC) qui a succédé au PEI à partir de 2021. L'absence d'association par l'État, en début de programmation, de la Collectivité de Corse aux discussions avec le bloc communal, a suscité des critiques. L'argument avancé est que cette exclusion limite la capacité de la Collectivité de Corse à élaborer et mettre en œuvre une stratégie territoriale globale pour la région. La mise en place d'un comité de suivi, annoncé par l'État, réunissant autour du Préfet, sur un pied d'égalité, la Collectivité de Corse, les communes et les EPCI bénéficiaires d'un contrat de projet, pourrait améliorer cette situation.

Le nouveau Contrat de Plan État – Collectivité de Corse 2021-2027 (CPEP), toujours en discussion, semble prendre en compte ces préoccupations en cherchant à coordonner l'action des différents niveaux de gouvernement. Il offre la perspective d'une meilleure articulation des engagements entre l'État, la Collectivité de Corse et les autorités locales. Les discussions autour du CPEP ont été éclairées par un diagnostic effectué par la Collectivité de Corse dans le cadre du programme européen FEDER. Ce diagnostic s'appuie sur une revue documentaire des feuilles de route et schémas sectoriels adoptés par l'Assemblée de Corse, ainsi que sur les contributions des acteurs du territoire recueillies lors d'ateliers. Cette approche a facilité l'identification de projets en phase avec les besoins de l'île, et favorisant le renforcement mutuel des résultats découlant des différentes actions et financements. À titre d'exemple, le CPEP Corse devrait contribuer au soutien de la stratégie préconisée par l'Agence du Tourisme de la Corse pour la promotion d'un tourisme durable, encourageant l'échelonnement calendaire de la saison estivale.

La gouvernance des plans d'investissement structurants, crucial pour l'attractivité régionale, fait l'objet de débats fréquents, comme en témoignent diverses études de cas de l'OCDE sur l'attractivité régionale. La "Facilité pour la Reprise et la Résilience (FRR)", principale composante du plan de relance européen "NextGenerationEU", est

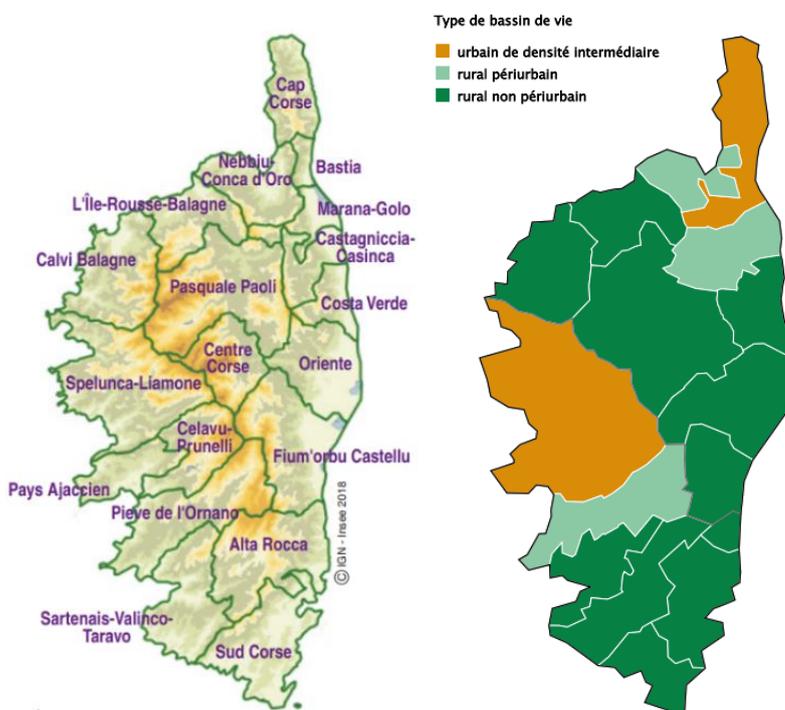
critiquée par certains gouvernements régionaux européens, qui la jugent trop centralisée, privilégiant la gouvernance nationale au détriment des programmes régionaux existants (OECD, 2023^[87]). En Irlande, la révision du Plan National pour 2040 suggère une évolution opposée. Pour équilibrer l'attractivité des régions irlandaises, une reconsidération des modalités de gouvernance pluri-niveaux est préconisée, mettant l'accent sur le dialogue et le renforcement des capacités des acteurs infranationaux à la bonne échelle (OECD, 2023^[112]).

Pour transformer l'attractivité en un projet commun, réduire la compétition délétère entre les territoires, et mobiliser d'importants investissements publics, une coordination efficace entre les niveaux de gouvernement et des capacités infranationales solides sont nécessaires. La recommandation de l'OCDE pour un investissement public efficace entre niveaux de gouvernement propose des orientations à cet égard (OCDE, 2014^[113]). Le guide opérationnel pour la mise en œuvre des recommandations du rapport de l'OCDE sur l'internationalisation et l'attractivité des régions françaises offre également des outils concrets, tels que l'élaboration d'une cartographie institutionnelle et la clarification partagée des défis liés à la gouvernance pluri-niveaux (OCDE, 2022^[106]). Ces recommandations ont d'ailleurs inspiré les travaux comparatifs de l'OCDE et la proposition d'une feuille de route pour la gouvernance pluri-niveaux des politiques d'attractivité régionale (OECD, 2023^[24]).

Périmètres inadéquats et manque de coopération au sein des intercommunalités

Depuis 2017, la Corse est découpée en 19 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) dont deux sont des communautés d'agglomération (CA) et 17 des communautés de communes (CC). Dans plusieurs cas, leur périmètre n'est pas aligné avec les bassins de vie, tels que définis par l'Insee afin d'appréhender les territoires pertinents pour l'accès des habitants aux services et équipements du quotidien, au nombre de 15 en Corse en 2022 : 2 urbains, 3 ruraux périurbains et 10 ruraux non périurbains (INSEE, 2023^[114]).

Graphique.3. Périmètre des intercommunalités (à gauche) et des bassins de vie (à droite) en Corse



Source : (INSEE, 2018^[115]) ; (INSEE, 2023^[114]).

Autour des CA que sont la Communauté d'Agglomération de Bastia (CAB), et la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien (CAPA), on trouve des bassins de vie qui dépassent le périmètre des EPCI. Ainsi, dans la CC Celavu-Prunelli, les trois quarts des actifs en emploi travaillent hors de l'EPCI et principalement à Ajaccio (INSEE, 2018^[115]). La rationalité du périmètre de la CAPA est donc en question. De même, dans les CC du Cap Corse, Marana-Golo et Castagniccia-Casinca, plus d'un actif sur deux travaille hors de sa zone de résidence (Idem) et principalement dans le périmètre de Bastia et de sa communauté d'agglomération. Au centre de la Corse, le territoire de la CC Pasquale Paoli, principalement rural, ne correspond pas non plus à son bassin de vie (Cour des Comptes, 2023^[116]). L'essentiel de son territoire est en effet compris dans le bassin de vie de Corte, qui relève de la CC du Centre Corse. Or, les divergences entre les contours administratifs

des EPCI et les bassins de vie peuvent poser des difficultés, notamment de planification, d'investissements, de fragmentation des services, de coordination des activités économiques, sociales et culturelles, nuire à la

participation citoyenne dans la vie politique locale, créer de la concurrence entre EPCI au risque de creuser les inégalités.

Des EPCI à la bonne échelle peuvent réduire les inégalités de revenus entre communes, et permettre aux habitants de mieux bénéficier des atouts de chaque commune. Ce modèle réaffirme la nature originelle de l'intercommunalité en tant qu'« espace de solidarité » visant à créer un « projet commun de développement et d'aménagement de l'espace » (Cour des Comptes, 2005_[117]). Dans le nord de la Suède, les municipalités rurales de Pajala et d'Övertorneå ont lancé le projet Hej Hemby qui vise à réduire la pénurie de logements en créant des ponts entre les propriétaires, les acheteurs et les locataires sur le territoire (OECD, 2023_[34]), dans un contexte où un grand nombre de maisons dans la région ne sont pas habitées. Le projet financé par la région Norrbotten (Conseil du Comté de Norrbotten) et la banque locale Sparbanken Nord, travaille également à promouvoir les municipalités, et offre la possibilité de tester la vie dans ces zones peu peuplées pendant six mois. Exploiter la complémentarité des atouts et défis des communes voisines de Bastia avec la commune-centre pourrait par exemple permettre de renforcer l'attractivité auprès des investisseurs (par exemple grâce aux liens entre foncier disponible et existence d'un port), des talents (grâce par exemple aux stratégies partagées de logements et d'animation culturelle) et des visiteurs (Conseil de l'Europe, 2010_[118]). Cependant, dans plusieurs EPCI la collaboration entre communes s'organise « a minima », et aucun projet de territoire commun n'est formalisé (Cour des Comptes, 2023_[116]). Des incitations à la coopération entre communes existent, telles que des dotations majorées pour les EPCI dotées d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, mais ne fonctionnent pas vraiment.

Malgré les limites constatées, des progrès voient le jour par rapport aux décennies passées où des communautés vivaient dans certaines vallées de manière isolée. Par exemple, la CAB a pu étendre le dispositif national Territoires d'Industrie, qui vise à soutenir la réindustrialisation notamment des territoires ruraux (OECD, 2023_[24]), à la CC voisine de Marana Golu qui abrite de nombreuses entreprises, pour favoriser le développement économique d'ensemble au-delà du périmètre intercommunal. Le succès de cette initiative, qui a abouti au financement de 16 entreprises pour monter leur projet, illustre qu'il est plus efficace de travailler ensemble en partageant objectifs et bénéfices. Une particularité corse doit être indiquée qui concerne l'existence de « communes duales » liant certains villages de l'arrière-pays à leur installation en bord de mer. Ce double caractère « mer et montagne » liant des territoires ruraux à des territoires plus urbanisés, notamment sur le littoral, se présente comme une sorte de « fusion de communes à distance ». Il serait pertinent d'utiliser ces liens pour renforcer les intercommunalités comprenant les villages « souches » ou leur émanation littorale. C'est par exemple le cas de Grosseto-Prugna qui bien que lié à la commune balnéaire très touristique de Porticcio ne figure pas dans le périmètre de la CAPA. Pourtant, il serait bénéfique que cette dernière recouvre l'ensemble des territoires de résidence, d'activités économiques, de loisir et de tourisme qui sont dépendants les uns des autres. Cette « double réalité » caractérise aussi le fait que de nombreuses communes littorales corses sont partagées entre un espace de montagne et des zones côtières. Ainsi 71 des 98 communes soumises à l'application de la « loi Littoral » sont également soumises à la « loi Montagne » favorisant les synergies entre ces types de territoires (par exemple en termes d'offre touristique), à condition que les dispositions ne soient pas contradictoires entre elles.

5. En résumé : considérations pour l'action publique et exemples internationaux

Cette dernière section propose quelques considérations prioritaires, issues des analyses précédentes, permettant d'alimenter la démarche prospective lancée par l'Assemblée de Corse. Elle suggère des pistes aux acteurs publics afin de s'adapter aux transitions en cours, de la manière la plus proactive possible, et de renforcer l'attractivité inclusive et durable de l'île, auprès des investisseurs, des talents et des visiteurs. La question de l'accès à un logement adéquat, abordée précédemment, est cruciale et conditionne largement l'attractivité de l'île, et certaines des considérations suivantes.

- ❖ **Les enjeux d'adaptation au changement climatique, de réduction des émissions et de destruction des écosystèmes doivent faire partie de manière plus structurelle des stratégies de développement régional.** De nombreuses initiatives, qu'elles soient publiques ou privées, sont observées sur l'île. On peut citer, par exemple, les investissements engagés par la brasserie Pietra pour réduire ses émissions de CO₂, sa consommation d'eau et d'énergie, ainsi que l'accompagnement proposé par la CCI de Corse aux hébergeurs et aux restaurateurs pour utiliser le Fonds Tourisme Durable pour financer des actions liées aux économies d'énergie, d'eau, à la valorisation des déchets, au froid commercial, etc. La promotion de l'Ecolabel Européen conduit par l'ATC auprès des acteurs de l'hébergement touristique insulaire et l'accompagnement gratuit proposé en collaboration avec l'ADEME vers la certification est une autre bonne pratique. Néanmoins, la dimension structurante de la nécessaire transition verte ne semble pas encore encourager et soutenir tous les acteurs. Il est donc important que la démarche prospective engagée par l'Assemblée de Corse permette d'explorer différents scénarios de « futurs plausibles » afin de développer un plan d'action à l'échelle de la Corse, en lien avec les territoires de l'île ainsi qu'avec les régions méditerranéennes voisines, l'État et l'UE. Cette approche "systémique" permettrait de proposer un guichet unique pour l'action en faveur de l'environnement, rendant accessible de manière simple et transparente les informations sur les prévisions écologiques, les formations disponibles, ainsi que toutes les aides financières et incitations (financières, réglementaires, etc.) disponibles pour que chaque acteur public ou privé puisse en faire le meilleur usage. Un outil d'évaluation et de suivi pourrait être associé à ce dispositif.
- ❖ **Clarifier la place que le tourisme devrait occuper dans l'économie corse.** Il existe en Corse une certaine ambivalence à l'égard du tourisme. S'il est impératif de garantir la viabilité du secteur économique dominant, les effets préjudiciables des activités touristiques sur divers aspects socio-économiques et environnementaux sont de plus en plus perceptibles et discutés. Il est donc nécessaire de définir de manière plus explicite la stratégie touristique de la Collectivité de Corse et d'intégrer les décisions qui en découlent dans la politique de développement régional en procédant aux arbitrages nécessaires en termes de prix d'accès, de diversification des pratiques et des territoires touristiques et de soutien aux acteurs en place. Ce changement de paradigme doit avoir lieu dès maintenant, dans la mesure où les effets du changement climatique mettent déjà en danger la durabilité du secteur. La réflexion sur la place du tourisme va de pair avec la nécessité de réfléchir à la diversification économique de l'île. Cette réflexion doit inclure les acteurs locaux du tourisme, afin qu'ils puissent entreprendre leur transition vers d'autres activités plutôt que de constituer des obstacles à cette évolution.

Exemples internationaux : De nombreux territoires fortement dépendants du tourisme ont décidé de diversifier leur économie, notamment après que la pandémie de Covid-19 ait mis en évidence la vulnérabilité du secteur aux chocs. Dans les îles Baléares, où le tourisme représente plus de 40 % du PIB, le gouvernement régional a adopté en 2020 un Pacte pour la réactivation économique et sociale ainsi que la diversification des îles Baléares (OECD, 2023_[119]). Parmi les mesures prises figure la promotion du secteur audiovisuel. La Commission du Film des Îles Baléares gérée par le Département de la Culture du gouvernement régional, travaille activement à stimuler la croissance de l'industrie cinématographique locale et à aider ses entreprises audiovisuelles à s'internationaliser. La construction de studios est par exemple en cours. Dans le cadre de sa stratégie de relance, la région de l'Algarve au Portugal a élaboré le plan d'action "Diversifier l'Algarve 2030" qui vise à positionner la région de manière résiliente dans de nouveaux domaines tels que le bien-être et la santé, le tourisme nature, la technologie,

les secteurs créatifs, ainsi que les biens et services destinés aux seniors (« silver economy ») (OECD, 2023^[120]). De même, le gouvernement du Belize a pris des mesures pour réorienter son économie et sa stratégie d'attraction de l'investissement direct étranger (IDE) vers d'autres secteurs que le tourisme, notamment l'agroalimentaire, la transformation des produits agricoles, l'économie bleue (pêches et aquaculture) ainsi que la sous-traitance des processus de gestion interne aux entreprises (BPO) (Caon, 2021^[121]). L'agroalimentaire et la transformation des produits agricoles sont également considérés comme des secteurs refuge par l'agence locale de promotion de l'investissement de Sainte Lucie, Invest Saint Lucia (Idem). Une manière de promouvoir la diversification économique consiste à renforcer les liens entre le secteur du tourisme et d'autres secteurs, de manière à ce que la demande dans le secteur touristique ait un effet multiplicateur. Par exemple, pour favoriser la connexion entre le tourisme et l'agriculture, les autorités jamaïcaines ont mis en place la plateforme en ligne Agri-linkages Exchange (ALEX), qui permet aux hôtels d'acheter directement des produits auprès des agriculteurs locaux. De telles technologies de l'information et de la communication peuvent être utilisées pour mettre en relation la demande des hôtels en produits locaux avec les fournisseurs du territoire (Fonds Monétaire International, 2021^[122]).

- ❖ **Améliorer l'accès aux transports en commun**, qui sont au cœur des enjeux d'attractivité et de développement inclusif et durable de l'île. Cet objectif revêt une importance capitale, étant donné son rôle pivot pour d'autres objectifs majeurs, parmi lesquels l'accès à l'éducation et l'attractivité des formations, une meilleure répartition du tourisme sur le territoire, l'atténuation des pénuries de main d'œuvre, l'intérêt des investisseurs et la préservation du climat. Cette ambition soulève également la question essentielle de la coordination entre les différentes communes. Actuellement, la Collectivité de Corse est propriétaire de ses infrastructures ferroviaires et dispose de la maîtrise de sa politique ferroviaire. Plusieurs entités sont impliquées dans la gestion des infrastructures et des transports telles que l'Office des Transports, l'EPIC Chemin de Fer et la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire à la Collectivité de Corse. Afin d'accroître l'efficacité de leurs efforts, il est recommandé d'établir une démarche structurée visant à définir clairement les rôles et les responsabilités de chaque entité. Cette approche favorisera la coordination des ressources et une planification territoriale plus systémique. Accroître la quantité de transports en commun doit s'accompagner du verdissement de ces services. En attendant une amélioration substantielle des transports en commun, des initiatives de covoiturage, comme celle récemment mises en place par la CAPA grâce au fonds vert, peuvent être soutenues et étendues en s'appuyant notamment sur l'évaluation que la CAPA conduira à l'issue de cette expérimentation.
- ❖ **Favoriser la coordination des acteurs publics à la bonne échelle.** Le sentiment identitaire est un sentiment largement partagé dans l'île qui ne semble cependant pas conduire à la coopération spontanée entre les acteurs, singulièrement entre les communes, même inscrites dans des intercommunalités. La Collectivité de Corse pourrait adopter diverses mesures pour l'encourager, en premier lieu en reconsidérant les périmètres des EPCI afin de les adapter aux réalités des bassins de vie concernés. Même si la Collectivité ne dispose pas des compétences pour institutionaliser ces périmètres, elle pourrait s'appuyer sur l'expérience d'autres régions de pays unitaires, à la fois pour inciter à la coopération entre les communes constitutives d'un même territoire socio-économique et pour que cette coopération se matérialise dans des résultats concrets. La Chambre des Territoires de Corse, chargée de coordonner les initiatives des diverses intercommunalités et administrations locales, pourrait efficacement mobiliser la coopération entre les élus locaux face à des défis partagés et des opportunités communes.

Exemples internationaux : Sur le plan régional, par exemple, la Galice en Espagne privilégie les projets d'investissement impliquant plusieurs municipalités sur son territoire. Au Portugal, les fonds européens servent à financer la conception et la mise en œuvre de plans de développement territorial conjoints couvrant plusieurs municipalités. Aux Pays-Bas, les provinces sont responsables du développement de leur territoire. Dans ce cadre, elles sont chargées de diviser leur région en territoires fonctionnellement cohérents, et d'encourager les municipalités à formaliser des arrangements de coopération. Des approches plus souples ont aussi fait leurs preuves. Ces dernières incluent le soutien au dialogue et au réseautage entre les collectivités locales, en impliquant entreprises et populations, ainsi que la mise en place de plates-formes d'échange de bonnes pratiques. La région de Brandebourg en Allemagne par exemple identifie des noyaux de croissance pour cibler les incitations à la coopération, offrant ensuite un financement aux projets communs à plusieurs municipalités (OECD, 2021^[123]).

- ❖ **Continuer d'accroître l'offre de formation disponible sur l'île, en tenant compte des besoins des employeurs locaux.** Environ un quart des étudiants quittent l'île en raison du manque d'options éducatives. La majorité (environ 80%) ne reviennent pas une fois diplômés, créant une situation de "fuite des cerveaux". Par exemple, les étudiants en médecine doivent quitter l'île dès leur deuxième année d'études. En parallèle, les entreprises locales rencontrent des difficultés croissantes pour recruter la main-d'œuvre dont elles ont besoin. Une coordination renforcée et élargie entre les organismes de formation et les employeurs locaux pour développer de nouveaux parcours éducatifs doit contribuer à résoudre les pénuries de main-d'œuvre et à retenir et attirer les étudiants dans la région. Une première étape consiste à identifier les besoins des employeurs. Ensuite, développer l'offre de formation nécessite également de réfléchir à l'accueil des étudiants venus de l'extérieur, à l'attractivité des filières éducatives, notamment celles portant sur des secteurs émergents, en adéquation avec les spécificités territoriales, ainsi qu'à l'attractivité des postes pour les professeurs et les formateurs.

Exemples internationaux : À titre d'exemple, la collaboration entre des entreprises spécialisées dans la production et le stockage d'énergie, telles que Northvolt et Hitachi Energy, et l'Université de Dalarna (DU) en Suède, contribue à combler les pénuries de main-d'œuvre et encourage les étudiants à rester dans le comté après l'obtention de leur diplôme (OECD, 2023^[90]). L'Université de Manchester, au Royaume-Uni, intègre également les PME dans l'élaboration de ses programmes académiques. La question de l'offre de logements abordables, largement traitée dans ce diagnostic, conditionne le succès de cette ambition. La Communauté autonome de Valence en Espagne a lancé le Plan GenT pour attirer et retenir les chercheurs valenciens de haut niveau vivant à l'étranger ou commençant leur carrière en considérant cependant que toutes les nationalités sont bienvenues. Les chercheurs bénéficient d'un soutien financier pour développer leurs projets de recherche et développement dans les universités publiques et les centres de recherche de Valence, en plus de leur salaire. Depuis 2017, la région a réussi à attirer et à retenir plus de 214 chercheurs de renommée internationale (OECD, 2023^[124]).

- ❖ **Adopter une démarche sélective des investissements extérieurs, pour qu'ils correspondent aux objectifs de diversification sectorielle et de développement durable.** Alors qu'une politique d'attractivité vis-à-vis des investisseurs extérieurs est désormais conduite par l'ADEC en lien avec différents acteurs régionaux, et que l'État est mobilisé pour renforcer l'attractivité des territoires (Territoires d'Industrie, Team France Invest, etc.), la Corse doit promouvoir des investissements dans des secteurs ayant un impact positif sur son développement régional et la poursuite de son attractivité. En particulier, les investissements ciblant la résolution de défis liés au changement climatique renforceront sa résilience globale. Les investissements dans le tourisme durable contribueront à maintenir une attractivité à long terme pour les visiteurs et offriront des opportunités d'emploi aux jeunes. En parallèle, les communes doivent coopérer étroitement pour articuler des propositions de valeur partagées et innovantes à présenter aux investisseurs potentiels, qui mettent en lumière leurs atouts complémentaires, et les liens robustes existant en Corse entre les entreprises, les élus locaux, l'Université et les représentants de la société civile.

Exemples internationaux : Le Costa Rica ou le Nord de la Suède sont ainsi devenus des leaders d'attraction d'IDE « verts », en créant les conditions adéquates pour permettre aux entreprises à impact d'adopter de nouvelles normes commerciales écologiques. Pour tirer parti des IDE dans les énergies renouvelables en hausse au niveau mondial, la Corse doit mettre en valeur grâce à une communication coordonnée auprès des investisseurs sur ses perspectives de production d'énergie verte (et des autres filières telles que l'économie bleue quand elles sont irriguées par de la recherche et des formations locales). Un exemple concret de coopération entre petites villes sont les Superclusters de l'innovation au Canada, qui réunissent des acteurs autour de cinq grands domaines sectoriels (de l'océan à l'intelligence artificielle en passant par les protéines), créant ainsi des pôles d'attraction sectoriels à l'échelle locale.

Références

- (Hintsala) Longi, H., S. Niemelä and P. Tervonen (2017), "Arctic Innovation Hubs: Opportunities for Regional Co-operation and Collaboration in Oulu, Luleå, and Tromsø" [74]
- ADEC (2020), *Portrait de la pauvreté en Corse* [98]
- ADEME (2023), *Étude de faisabilité en géothermie de surface et aérothermie en Corse.* [59]
- ADEME (2021), *Bilan des émissions de gaz à effet de serre du secteur du tourisme en France.* [89]
- AEE (2019), *Les terres et les sols en Europe. Pourquoi convient-il d'utiliser ces ressources vitales ?*, AEE, Copenhague. [142]
- Agreste (2019), *Bilan annuel de l'emploi agricole.* [138]
- Allain-Dupré, D., I. Chatry and A. Moisis (2020), "Asymmetric decentralisation : Trends, challenges and policy Implications" [76]
- Assemblée de Corse (2023), *Projet de révision de la programmation pluriannuelle de l'énergie.* [57]
- Assemblée de Corse (2023), *Rapport d'information vers un statut d'autonomie pour la Corse* [75]
- Assemblée de Corse (2023), *Rapport sur les dérives mafieuses : restitution des ateliers.* [163]
- Assemblée Nationale (2023), *Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi de finances pour 2023,* [86]
- ATC (2022), *Fréquentation touristique.* [83]
- ATC/ADEME (2022), *Mobilités touristiques.* [44]
- Atout France (2023), *#ExploreFrance 2023 : "Dream Big, Live Slow"*. [84]
- AUE (2019), *Enquête Déplacements.* [45]
- Autorité de la Concurrence (2020), *Relatif au niveau de concentration des marchés en Corse et son impact sur la concurrence locale.* [97]
- Autorité de la concurrence (2020), *Distribution, carburants, transport maritime, gestion des déchets : l'Autorité rend son avis sur la situation concurrentielle en Corse.* [153]
- B. Walker, T., T. Lee and X. Li (2021), "Sustainable development for small island tourism: developing slow tourism in the Caribbean" [146]
- Banca d'Italia (2022), *Economie regionali - L'economia della Sardegna* [150]
- Battestini, J. and M. Faure (2022), *Etude pour l'Assemblée de Corse* [79]
- Bessiere, J. (1998), "Local Development and Heritage: Traditional Food and Cuisine as Tourist Attractions in Rural Areas" [155]
- Bourbousson, C., J. Furt and A. Iglesias (2021), "Identité régionale et entrepreneurs créatifs en périphérie : le cas de la Corse" [28]
- Burzynski, M. et al. (2018), *The Changing Structure of Immigration to the OECD*, CEPII. [38]
- Caon, V. (2021), "Can Caribbean economies diversify from beaches to BPO?", *Investment Monitor.* [121]
- CCIHC (2020), *Contribution à l'élaboration du Plan de redémarrage économique corse.* [8]
- Cerema (2021), *Analyse des effets du changement climatique en Corse* [31]
- Cerema (2020), *Opérations ferroviaires Corses.* [43]
- Cerema Méditerranée (2018), *Logements sociaux en Corse – Territorialisation des besoins d'ici 2030.* [66]
- CESECC (2023), *Avis CESEC 2023 relatif à la Politique de l'eau.* [60]
- Chambre de Commerce et d'Industrie (2021), *Corse* [14]
- Chambre régionale d'Agriculture de Corse (2021), *Chiffres clefs.* [100]
- Chambre régionale des comptes (2023), *Rapport d'observations définitives et sa réponse : Office d'équipement hydraulique de Corse.* [62]
- Charbit, C. and M. Tharaux (2021), *Differences in Perception Illustrate the Need For Place-Based Integration Policies*, Anna Lindh Foundation. [148]
- Collectivité de Corse (2023), *Délibération n23/039 AC de l'Assemblée de Corse approuvant la création de l'EPIC des chemins de fer de la Corse* [52]
- Collectivité de Corse (2023), *Présentation des grandes orientations du Contrat de Plan Etat - Collectivité de Corse 2021-2027.* [58]
- Collectivité de Corse (2023), *Présentation des orientations du Contrat de Plan Etat-Collectivité de Corse.* [156]
- Collectivité de Corse (2022), *Contribution de la Présidente de l'Assemblée de Corse au débat sur l'autonomie "bien-être économique et social".* [80]
- Collectivité de Corse (2022), *Délibération n22/076 AC de l'Assemblée de Corse prenant acte du rapport d'information relatif à la gestion de la fréquentation des sites naturels patrimoniaux.* [94]
- Collectivité de Corse (2022), *Ecunumia 2030.* [96]
- Collectivité de Corse (2022), *Projet de plan territorial de prévention et gestion des déchets.* [133]
- Collectivité de Corse (2022), *Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux : bassin de Corse.* [63]
- Collectivité de Corse (2021), *Barometru Corsica Numerica.* [26]
- Collectivité de Corse (2021), *Guide des aides proposées par l'ADEC.* [107]
- Collectivité de Corse (2021), *Schéma directeur de l'autonomie 2022-2026* [23]
- Collectivité de Corse (2015), *Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse (PADDuC).* [88]
- Collectivité de Corse (2015), *Schéma Régional des Infrastructures et des Services de Transport* [50]
- Commission de Régulation de l'Energie (2021), *Transition énergétique dans les ZNI.* [54]
- Commission Européenne (2023), *Directive énergies renouvelables* [159]
- Commission Européenne (2022), *Questions and Answers: New Rules on Short-term Accommodation Rentals.* [71]
- Commission Européenne (2021), *Programme Opérationnel FEDER-FSE+ Corsica 2021-2027.* [56]
- Commission européenne (2022), *EU Regional Competitiveness Index 2.0 - 2022 edition.* [47]
- Conseil de l'Europe (2010), *IMC Toolkit.* [118]
- Corsica Fibra (2023), *http://corsicafibra.corsica/.* [25]
- Cour des Comptes (2023), *Communauté de communes Pasquale Paoli.* [116]
- Cour des Comptes (2023), *Commune de Furiani.* [157]
- Cour des Comptes (2023), *Les enseignements du programme exceptionnel d'investissements en faveur de la Corse (2002-2022).* [69]
- Cour des Comptes (2021), *L'exercice de la compétence transports ferroviaires.* [53]
- Cour des Comptes (2005), *L'intercommunalité en France.* [117]
- Cullieret, E. (2023), "Retrouvez toutes les villes étrangères desservies depuis la Corse en vol direct", *Corse matin.* [27]
- Direction générale des Douanes (2023), *Les chiffres du commerce extérieur : Corse* [95]
- DRAAF (2017), *Diagnostic territorial servant de base à un futur projet alimentaire territorial.* [102]
- DREAL (2022), *Situation hydroclimatique Bassin de Corse – Février 2022,* Direction régionale de l'environnement. [61]
- DREAL Corse (2022), *Bilan énergétique en Corse – 2021,* Préfecture de Corse. [1]
- Dredge, D., E. Ford and M. Whitford (2011), "Managing local tourism: Building sustainable tourism management practices across local government divides" [91]
- EDF SEI (2022), *Bilan prévisionnel de l'équilibre offre-demande de l'électricité en Corse.* [55]
- EPRS (2016), *Islands of the EU: Taking account of their specific needs in EU policy* [5]
- European Commission (2019), *Smart Specialisation Platform* [129]
- EY (2021), *Évaluation Environnementale Stratégique du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2021-2027 de Corse.* [18]
- Florida, R. (2022), "Reflecting on the future of the "creative class" in regional development", *OECD cogito.* [39]
- Fonds Monétaire International (2021), *Tourism in the Post-Pandemic World.* [122]
- France Stratégie (2023), *Les Métiers en 2030. Quelles perspectives de recrutement en région ?* [9]
- France Stratégie (2022), *Les facteurs de localisation des investissements directs étrangers en Europe.* [103]
- Gallup (2021), *Global well-being survey.* [19]

Geoptis (2023), <i>Carte nationale de l'attractivité au niveau infra-communal (IRIS)</i>	[49]	OCDE (2023), <i>Tendances et politiques du tourisme de l'OCDE 2022</i> , Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/d0aa9828-fr .	[162]
Ghosh, S. (2023), "Indonesia tourism sector looks to diversify beyond Bali", <i>Asia Fund Managers</i> .	[85]	OCDE (2022), <i>L'internationalisation et l'attractivité des régions françaises</i> , Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/6f04564a-fr .	[106]
Giannini, A. (2023), « <i>La saison est foutue</i> » : <i>la destination Corse est-elle en perte de vitesse ?</i> .	[154]	OCDE (2014), <i>L'investissement public à la bonne échelle : principes pour l'action</i> .	[113]
GIEC (2014), <i>Changements climatiques 2014, L'atténuation du changement climatique</i> .	[144]	ODARC (2022), <i>Chiffres clés de l'agriculture Corse - bilan 2021</i> .	[99]
Gløersen, E. (2022), <i>Cohesion Policy in Northernmost Regions of the EU</i>	[126]	ODARC (2022), <i>Installation en agriculture, les dernières tendances</i> , https://www.odarc.corsica/Installation-en-agriculture-les-dernieres-tendances_a17.html .	[101]
Goodwill (2019), <i>Impact de l'insularité en Corse sur la performance économique des entreprises</i> .	[37]	ODARC (2021), <i>La Corse terre de labels</i> .	[109]
Government of Newfoundland and Labrador (2022), <i>Come Home 2022</i> .	[41]	ODARC (2013), <i>Les orientations stratégiques de l'agriculture insulaire</i> .	[108]
Gravari-Barbas, M. (2021), <i>Du surtourisme aux nouvelles formes de tourisme ?</i> .	[82]	ODEM (2022), <i>Combien coûtent les déchets ménagers en Corse ?</i> .	[2]
Guimarães, P., O. Figueiredo and D. Woodward (2000), "Agglomeration and the Location of Foreign Direct Investment in Portugal"	[147]	ODEM (2022), <i>Le bilan annuel des déchets ménagers</i> .	[3]
Hein, L., M. Metzger and A. Moreno (2009), "Potential impacts of climate change on tourism; a case study for Spain"	[29]	ODEM Corsica (2021), <i>Les déchets municipaux de Corse. Bilan 2021</i> .	[134]
INSEE (2023), <i>15 bassins de vie en Corse, des déplacements plus longs pour les habitants</i> .	[114]	OECD (2023), <i>Regions in Globalisation</i>	[11]
INSEE (2023), <i>En Corse, des prix supérieurs de 7 % à ceux de province</i> .	[20]	OECD (2023), <i>Rethinking Regional Attractiveness in Spain's Valencia Region</i> , OECD, Paris	[124]
INSEE (2023), <i>Horizon 2050 : la Corse trois fois plus exposée aux nuits tropicales</i> .	[136]	OECD (2023), <i>Rethinking Regional Attractiveness in the Algarve Region of Portugal</i> .	[120]
INSEE (2023), <i>Tableau de bord de la conjoncture : Corse</i> .	[67]	OECD (2023), <i>Rethinking Regional Attractiveness in the Balearic Islands Region of Spain</i> .	[119]
INSEE (2022), <i>L'agro-alimentaire, une place de choix au sein des industries corses</i> .	[143]	OECD (2023), <i>Rethinking Regional Attractiveness in the Balearic Islands Region of Spain</i> .	[93]
INSEE (2022), <i>L'emploi public toujours dynamique en Corse</i> .	[13]	OECD (2023), <i>Rethinking Regional Attractiveness in the Dalarna county of Sweden</i> .	[90]
INSEE (2022), <i>Projections de population : 2070, un horizon vieillissant pour la Corse</i> .	[36]	OECD (2023), <i>Rethinking Regional Attractiveness in the Italian Region of Sicily</i>	[87]
INSEE (2021), <i>Des trajets courts pour se rendre au travail mais la voiture reste reine</i> .	[46]	OECD (2023), <i>Rethinking Regional Attractiveness in the New Global Environment</i> , OECD Regional Development Studies, OECD Publishing, Paris	[24]
INSEE (2021), <i>En Corse, 343 700 habitants au 1er janvier 2020</i> .	[10]	OECD (2023), <i>Rethinking Regional Attractiveness in the Norrbotten County of Sweden</i> .	[34]
INSEE (2021), <i>La Corse en bref – Édition 2021</i> .	[135]	OECD (2023), "Towards balanced regional attractiveness in Ireland : Enhancing the delivery of the National Planning Framework"	[112]
INSEE (2020), <i>Migrations résidentielles : un solde élevé composé majoritairement d'actifs</i> .	[35]	OECD (2022), <i>Addressing territorial disparities in future infrastructure needs in the wake of the COVID-19 crisis : A G20 perspective</i>	[48]
INSEE (2020), <i>Résidences secondaires : un logement sur trois en Corse, avec des profils variés selon les intercommunalités</i> .	[68]	OECD (2022), <i>FDI Qualities Indicators 2022</i> .	[33]
INSEE (2018), <i>Portrait des 19 intercommunalités de Corse</i> .	[115]	OECD (2022), <i>G20-OECD Policy Toolkit to Mobilise Funding and Financing for Inclusive and Quality Infrastructure Investment in Regions and Cities</i>	[131]
INSEE (2015), <i>Le carburant pèse fortement dans le budget des ménages corses, contrairement aux dépenses de chauffage</i> .	[51]	OECD (2022), <i>OECD Tourism Trends and Policies 2022</i> , OECD Publishing, Paris,	[92]
Inspection des finances (2023), <i>Lutte contre l'attrition des résidences principales dans les zones touristiques en Corse et sur le territoire continental</i> .	[70]	OECD (2022), "The geography of foreign investment in OECD member countries : How investment promotion agencies support regional development"	[104]
Inspection générale des finances (2018), <i>Pour une économie corse du XXI^e siècle : propositions et orientations</i>	[12]	OECD (2021), <i>Better Governance, Planning and Services in Local Self-Governments in Poland</i>	[123]
Jarratt, D. and N. Davies (2019), "Planning for Climate Change Impacts: Coastal Tourism Destination Resilience Policies"	[141]	OECD (2021), <i>Internal statistics</i> .	[21]
Leccia, J. (1985), <i>Une région en Lethargie. La haute vallée du Taravo</i> .	[158]	OECD (2021), "Managing tourism development for sustainable and inclusive recovery"	[130]
Lenzen, M. et al. (2018), "The carbon footprint of global tourism"	[137]	OECD (2020), <i>Decentralisation and Regionalisation in Portugal : What Reform Scenarios?</i>	[78]
Leon, C. et al. (2022), "Assessing Climate Change Adaptation and Risk Management Programmes: Stakeholder Participation Process and Policy Implications for Transport, Energy and Tourism Sectors on the Island of Sicily"	[32]	OECD (2019), <i>Making Decentralisation Work : A Handbook for Policy-Makers</i>	[81]
Master, W. (2021), <i>Rapport sur l'évolution institutionnelle de la Corse</i>	[77]	OECD (2019), <i>OECD Regional Outlook 2019: Leveraging Megatrends for Cities and Rural Areas</i>	[125]
Ministère de la Culture (2023), <i>Corse, portrait culturel</i>	[7]	OECD (2019), "Preparing regions for demographic and environmental transformations"	[145]
Ministère de la Culture (2022), <i>Atlas Culture</i>	[17]	OECD (2018), <i>Internal statistics</i> .	[16]
MSC-ECOPA-DMI (2006), <i>Diagnostic du commerce extérieur de la Corse et élaboration d'un plan régional d'exportation</i> .	[105]	OECD (2016), <i>OECD Regional Outlook 2016 : Productive Regions for Inclusive Societies</i>	[149]
Nowak, J. and M. Sahli (2010), <i>Le tourisme, un danger pour les pays en voie de développement</i> , Proparco.	[6]	OECD (2014), <i>OECD Territorial Reviews: Netherlands 2014</i> , OECD Territorial	[161]

Reviews			
Office Foncier de Corse (2018), <i>Programme Pluriannuel d'Interventions</i> .	[65]	Schmutz, V., E. Stearns and E. Glennie (2016), "Cultural capital formation in adolescence: High schools and the gender gap in arts activity participation",	[127]
OREGES (2021), <i>Energie Air Climat</i> , Observatoire Régional de l'Energie et des Gaz à Effet de Serre de Corse.	[132]	Solvimo (2023), <i>Prix m2 terrain par département</i> .	[64]
OREGES (2018), <i>Energie Air Climat</i> , Observatoire Régional de l'Energie et des Gaz à Effet de Serre de Corse.	[160]	Statista (2022), <i>Part du tourisme dans l'emploi par région en France 2019</i> .	[139]
Otrachshenko, V. and L. Nunes (2021), "Fire takes no vacation: impact of fires on tourism"	[30]	Tharoux, M., J. Shah and X. Mirel (forthcoming), <i>Public-private cooperation for better local refugee inclusion – the case of Ukrainians</i> .	[40]
Poggioli, P. (2022), "Quel avenir pour le GIRTEC ?", <i>Journal de la Corse</i> .	[152]	Valentin, M. (2020), "Regulating short-term rental housing: Evidence from New Orleans"	[73]
Première ministre (2023), <i>Rapport public thématique Les enseignements du programme exceptionnel d'investissements en faveur de la Corse, réponses des administrations, organismes et personnes concernés</i> .	[110]	Veron, S. et al. (2019), "Vulnerability to climate change of islands worldwide and its impact on the tree of life"	[140]
Président du Conseil Executif de Corse (2023), <i>Rapport public thématique Les enseignements du programme exceptionnel d'investissements en faveur de la Corse, réponses des administrations, organismes et personnes concernés</i> .	[111]	Ville de Portland (2018), <i>Chapter 6.09 Nightly Fee on Short-Term Rentals</i> .	[72]
Richard, F. (2002), "Bohemia and Economic Geography", <i>Journal of Economic Geography</i> .	[151]	Volvemos (2020), <i>Supporting Spain's diaspora connection and promoting their return back home</i>	[42]
Ruggieri, G., M. Platania and J. Zarb (2022), "Island Development Model Specialisation: A Panel Data Analysis Comparing Evolutionary Tourism Model, Industrial to Community-Based (2010–2019)"	[4]	What Works Centre for Wellbeing (2021), <i>Places, spaces, people and wellbeing</i> , What Works Centre for Wellbeing	[128]
		Yalta Production (2023), <i>Maternités par département</i> , https://www.guidedesmaternites.com/ .	[22]



More information:
www.oecd.org/cfe

Follow us on



[@OECD_local](https://twitter.com/OECD_local) | [#OECDregions](https://twitter.com/OECDregions) |



[company/oecd-local/](https://www.linkedin.com/company/oecd-local/)

WP: oecdcojito.blog/